10e Année. - N° 166. - 10 Janvier 1934. Prix : 2 frs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

DE QUOI SONT CAPABLES DES RÉVOLUTIONNAIRES DEVANT LEURS JUGES

CARNET DE ROUTE d'un délégué ouvrier français

PAR PAUL DHERMY

Notre bilan de 1933

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr,

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHAMBELLAND*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (Xe).

Celle relative à l'administration à *BARAT*, 54, *rue du Château-d'Eau, Paris* (Xe)

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

En attendant le non-lieu

Lorsque survient une grande catastrophe qui, comme celle de Lagny, émeut plus que d'ordinaire « l'opinion publique », le gouvernement, fidèle aux procédés « démocratiques » lâche du lest. Il prend lui-même la tête des protestataires, annonce que des « enquêtes sévères » seront faites, que « toutes les sanctions » seront prises, puis... le temps passe, « l'opinion publique » se calme, et quand enfin, personne ne parle plus de « l'affaire », tout se termine par un non-lieu.

Cela pour un bonne raison, c'est que tous ceux qui sont chargés de l'enquête, à quelque titre que ce soit, ingénieurs du contrôle, experts judiciaires, juges, n'ont qu'une préoccupation : sauver les coupables, justifier coûte que coûte les compagnies et leurs états-majors. J'en donnerai deux exemples.

J'ai eu, personnellement, l'occasion de pouvoir consulter les dossiers judiciaires de deux catastrophes, non point des catastrophes de chemins de fer, mais des catastrophes minières. L'une, vieille déjà de près de 30 ans, n'est pas encore disparue des mémoires, du fait sans doute qu'elle tient toujours le « record » du nombre des victimes; c'est la catastrophe de Courrières. L'autre, plus récente, est celle qui survint, il y a cinq ans, au puits Combes, dans le bassin houiller de Saint-Etienne, et qui fit une centaine de victimes.

Pour Courrières, les constatations de fait opérées par le service du contrôle des mines et consignées dans ses rapports conduisaient, clair comme le jour, à cette conclusion que la Compagnie de Courrières avait grossièrement violé l'article du règlement préfectoral sur la sécurité dans les mines, qui prescrit l'emploi de lampes de sûreté, même dans les mines non grisouteuses, chaque fois qu'il s'agit de travaux dans de nouveaux quartiers non encore reconnus.

Cette conclusion était si évidente que le Procureur de la République, lui-même, n'avait pas pu ne pas s'en apercevoir et que, sans doute dans l'intention de se mettre à couvert, il avait demandé sur ce point précis l'avis de « l'expert » en la matière : l'ingénieur en chef du contrôle des mines. Or, celui-ci, un nommé Léon, mort maintenant, je crois, répondit par une lettre de quelques lignes... absolument incompréhensible ! Il était impossible, après avoir lu cette lettre, de savoir si l'opinion du monsieur était que la compagnie avait violé le règlement ou qu'elle ne l'avait pas violé. Faire l'idiot, lui était apparu comme le seul moyen à la fois de ne pas nier l'évidence, et de sauver la compagnie. Naturellement, la compagnie fut sauvée, le procureur s'étant naturellement bien gardé d'insister, et l'instruction sur la plus formidable catastrophe que la France ait connue, se termina — comme les autres — par un non-lieu.

Pour la catastrophe du puits Combes, ce fut encore plus simple. Trois experts furent désignés, tous trois étroitement liés, naturellement, aux compagnies : anciens directeurs et ingénieurs retraités de compagnies minières. Ils firent un rapport qui ne fut pas bien difficile à établir. Ils se contentèrent, en effet, de reprendre purement et simplement le mémoire que la compagnie avait présenté pour sa défense, en en modifiant tout juste à peine la forme.

Et il en est toujours ainsi !

Car accuser le haut personnel des grandes compagnies, c'est accuser les grandes compagnies. Accuser les grandes compagnies, qui sont les vertèbres essentielles de la société bourgeoise, c'est s'en prendre à la constitution même de la société bourgeoise. Comment cela est-il possible de la part de juges, d'experts, d'ingénieurs, dont la mission est précisément au contraire de défendre la société bourgeoise! Maintenir le prestige de la bourgeoisie est indispensable à la sécurité de celle-ci, et pour maintenir son prestige, il faut affirmer son infaillibilité.

La constante impunité assurée aux responsables des catastrophes, dès qu'ils atteignent un certain rang dans la hiérarchie bourgeoise, n'est donc ni un effet du hasard, ni la conséquence d'un défaut d'organisation; c'est une question de solidarité de classe. Cette impunité ne cessera que le jour où la classe chargée des enquêtes et des sanctions ne sera plus celle des coupables : le jour où les enquêtes seront conduites sous la direction et le contrôle des organisations syndicales ouvrières, le jour où les sanctions seront prononcées par des tribunaux ouvriers.

Jusque-là, la comédie des non-lieux, invariablement, se poursuivra.

La vraie vie chère

En lisant le dernier rapport annuel des banques d'émission des colonies françaises des Antilles qui, comme celui de leur grande aînée, la Banque de France, débute par une revue générale de la situation économique des pays où ces banques opèrent, on est quelque peu étonné d'apprendre que tant à la Martinique qu'à la Guadeloupe, la production des bananes a, en ces toutes dernières années, considérablement augmenté. Cette production, qui était à peu près nulle il y a seulement trois ans (un millier de tonnes pour la Martinique en 1931) est passée brusquement, rien que pour la Martinique, à 25.000 tonnes en 1933.

Voila au moins un produit, la banane, qui n'est pas atteint par la crise, commencez-vous par penser. Mais vous vous rappelez vite que vous avez vu, il n'y a pas bien longtemps, durant ces années 32 et 33 précisément où la culture de la banane a tellement prospéré aux Antilles françaises, qu'il y avait une telle mévente sur les bananes, qu'on dut, en Amérique Centrale, détruire systématiquement des centaines de milliers de régimes !

Puis vos yeux tombent sur le rapport d'une compagnie commerciale de Madagascar, où l'on vous dit que si les affaires en général vont

très mal à Madagascar, il y a cependant des entreprises qui sont maintenant très prospères : ce sont les plantations de café. Du café ! Ce même produit dont vous avez vu cent fois que le Brésil est obligé, pour raison de mévente, de détruire des quantités sans cesse croissantes, qui vont atteindre cette année 40 % de la récolte !

Mais votre étonnement disparaît dès que vous apprenez la raison de cette « prospérité ». Si la Martinique et la Guadeloupe se sont mises tout d'un coup à produire de la banane, si Madagascar fait maintenant de riches affaires avec son café, c'est tout simplement à cause de la « protection douanière », dont bananes et cafés provenant de l' « Empire » français jouissent désormais en France. Par tout un système de droits de douane, de contingentements et de primes, on a arrêté ou limité l'entrée en France de cafés, bananes, etc., provenant des pays étrangers, réservant tout ou partie de la consommation française aux produits en provenance des colonies françaises.

Or, qu'est-ce que cela signifie ?

Si les Antilles françaises étaient incapables en 1930 *d'exporter des bananes, si les plantations de café de Madagascar étaient, à cette même époque, condamnées à disparaître incessamment, c'était tout simplement qu'il leur était impossible de soutenir la concurrence des pays étrangers. Et pourquoi cela leur était-il impossible ? Parce qu'elles ne pouvaient produire aussi bon marché. Elles ne le pouvaient parce que les conditions naturelles, étant plus favorables à ces cultures dans les pays étrangers que dans « nos » colonies, il fallait dépenser dans celles-ci plus de travail pour obtenir une même quantité de produits, d'où prix de revient plus élevé.*

La protection douanière, les contingentements, etc., aboutissent donc en définitive à faire remplacer la production bon marché par de la production chère. *Et chère, non point seulement par rapport à une unité monétaire plus ou moins fictive ou de valeur plus ou moins variable: chère non point seulement* nominalement, *mais chère* réellement. *Plus on produit dans des conditions où il faut davantage de travail, moindre est la quantité de produits dont l'humanité dispose, moindre est la quantité de produits qu'elle peut se répartir.*

Or, ce que nous venons d'indiquer pour la banane « française » et le café « français », que nous avons pris comme exemple, parce que leur cas est simple et typique, n'est pas particulier à ces deux produits, c'est un phénomène général qui devient de plus en plus général, et pour les produits les plus fondamentaux.

Ainsi le blé. Du fait des mesures douanières et autres prises par les Etats européens, la production du blé en Amérique, où cette production est bon marché, est obligée de décroître (280 *millions de quintaux cette année contre* 440 *millions de quintaux en moyenne durant les années* 26 *à* 29), *tandis qu'en Europe, où il faut beaucoup plus de travail pour obtenir la même quantité de blé, la production de celui-ci croît à toute allure* (432 *millions de quintaux contre* 364).

Egalement pour le sucre. Alors qu'on est obligé de brûler ou de laisser pourrir systématiquement des quantités considérables de cannes à sucre, dont le sucre coûte à produire trois fois moins *que le sucre de betterave, la production de ce dernier ne cesse de s'accroître, protégé qu'il est dans tous les pays d'Europe par des murailles douanières formidables.*

Au siècle dernier, c'étaient les produits les plus chers qui disparaissaient devant les moins chers; aujourd'hui, c'est exactement le contraire.

La fausse vie bon marché

Mais attention !

Il ne faut pas confondre la vraie vie bon marché, c'est-à-dire celle qui provient d'une production faite avec le minimum de travail, avec la fausse vie bon marché, celle qui provient d'une surexploitation des travailleurs.

Si, en effet, un produit est obtenu par le travail de prolétaires extrêmement exploités, auxquels on ne donne comme salaire qu'une part infime de l'équivalent du travail qu'ils fournissent, l'industriel qui a fait produire cette marchandise jouit d'une plus-value très supérieure à celle des industriels qui ont produit la même marchandise en donnant des salaires supérieurs, et peut par suite tout en réalisant un profit égal au profit de ceux-ci, vendre meilleur marché qu'eux.

Cela c'est le faux bon marché ! C'est le bon marché qui, loin d'être avantageux à l'humanité, n'en avantage qu'une faible partie au détriment de la plus grande part. Autant la vraie vie chère doit être combattue, autant doit l'être la fausse vie bon marché.

C'est ce faux bon marché qui, seul, *peut justifier, à la fois du point de vue des intérêts du prolétariat et de ceux du progrès humain (qu'on retrouve toujours inséparables) des politiques « protectionnistes ».*

Et c'est pourquoi les trade-unions britanniques ont eu raison, à notre avis, de demander des mesures de défense contre l'industrie japonaise qui, grâce aux salaires extrêmement bas qu'elle paye aux ouvriers japonais, parvient à vendre en Europe même, à des prix très bas. (On a parlé de bicyclettes à 125 *francs, rendues à Amsterdam.)*

Mais ces mesures, qui peut les prendre ?

Si ce sont les Etats bourgeois qui les décident, nul doute que, sous couleur de défendre les salaires des ouvriers, ce ne soient en réalité les profits des capitalistes qui seuls le seraient. Ce ne serait que l'actuel protectionnisme, destiné à maintenir coûte que coûte le profit des capitalistes nationaux, même au détriment du progrès économique général. Seuls, les représentants de la classe ouvrière, ses syndicats, sont qualifiés pour décider les mesures destinées à protéger le niveau de vie des ouvriers. Et comme d'autre part, il est manifeste que ces mesures ne peuvent être prises avec toute l'impartialité désirable que si elles ne sont pas prises pour chaque pays par les syndicats de ce pays uniquement, la seule organisation habilitée pour établir un protectionnisme fondé sur le nouveau principe n'est autre que l'organisation syndicale internationale.

R. L.

Un témoignage prolétarien sur l'U. R. S. S.

Carnet de route d'un délégué ouvrier français

SUITE

9 Novembre : visite de l'usine Amo

10 heures 30. — Les autobus nous emmènent à l'usine Amo. Elle compte 22.500 ouvriers. Elle est spécialisée dans la fabrication de ces mêmes autobus. C'est l'usine qui est considérée comme marchant le mieux de toute l'Union Soviétique, l'usine modèle, puisque qu'elle a gagné le concours d'émulation entre toutes les usines. Nous pénétrons dans l'usine en passant devant le soldat, qui, baïonnette au canon, veille à la porte et vérifie les entrées et les sorties.

Je ne manque pas de faire remarquer à l'interprète que les ouvriers français accepteraient difficilement la présence d'une sentinelle militaire à la porte de l'usine. Elle me fait voir alors dans la cour un autre soldat, armé lui aussi, qui garde le transformateur électrique, et elle me dit que c'est une nécessité, dans la situation actuelle, d'empêcher tout essai de sabotage.

Nous visitons alors l'atelier de forge, où de nombreux marteaux-pilons estampent les pièces principales. L'outillage est tout à fait moderne, mais les ouvriers ne donnent pas l'impression d'en tirer le rendement maximum. Croyant bien faire, un délégué veut donner quelques conseils au sujet de l'estampage, c'est le délégué qui travaille chez Citroën, mais ses conseils ne sont pas très bien accueillis.

Atelier de découpage. Je constate que la plus grande partie des machines sont pourvues d'un mécanisme de protection destiné à empêcher les amputations de mains si fréquentes dans ce genre de travail.

Nous terminons la visite de l'atelier de tours.

L'impression générale des délégués métallurgistes est que la connaissance du métier n'est pas très développée chez les ouvriers russes et que la cadence est sensiblement moins rapide que dans les usines françaises.

On nous emmène au réfectoire de l'atelier de forge : nous assistons au déjeuner des ouvriers, le repas est servi par le restaurant coopératif de l'atelier. Les ouvriers paient leur repas à l'aide d'un ticket acheté par eux à leur entrée dans le réfectoire. Nourriture copieuse, mais en est-il toujours de même ?

Questions et réponses

Comme d'habitude, après toutes nos visites, on nous rassemble dans une salle pour permettre à un permanent du syndicat de répondre à nos questions.

Je demande où un ouvrier renvoyé de l'usine peut retrouver du travail. La réponse est charmante : « D'autres usines seront encore assez bêtes pour le reprendre. »

Je demande aussi comment sont nommés les chefs.

RÉPONSE : Les chefs sont nommés en réunion générale des ouvriers, après présentation des candidatures.

DEMANDE. Le syndicat est-il indépendant du pouvoir politique ?

RÉPONSE : Totalement.

DEMANDE : Quels sont ses moyens de lutte ?

RÉPONSE : Des demandes adressées à la direction de l'usine. En cas de refus, la question est portée devant le comité syndical.

DEMANDE : Comment sont fixés les salaires ?

RÉPONSE : Par un contrat collectif, mis à jour tous les ans. Il est élaboré par le comité d'usine : les ouvriers en discutent dans les brigades (équipes), puis chaque brigade note les points d'accord ou de désaccord. Les rapports de toutes les brigades sont rassemblés, puis discutés dans une assemblée générale de l'atelier, laquelle accepte ou rejette les amendements. La proposition définitive de l'atelier est envoyée au comité central de l'usine, lequel groupe les propositions de tous les ateliers. Ces propositions sont discutées dans une conférence des délégués des ateliers (1 sur 5 ouvriers), qui ratifie. Le contrat collectif comprend les salaires, l'horaire du travail, les tarifs du travail à la tâche, les salaires pour temps d'arrêt et les salaires pour loupages. Tous les trois mois se réunit une commission de contrôle nommée par l'assemblée générale.

Renvois. L'administration (chefs d'atelier ou directeurs) a droit de renvoi en cas de : sabotage, absence injustifiée, etc... En cas d'abus, une plainte peut être déposée devant la commission de conflit d'atelier (1 représentant de l'administration et 2 ouvriers). Si cette commission n'est pas d'accord, la question est portée devant la commission des conflits de l'usine. L'ouvrier peut aussi porter son cas devant le comité d'usine ou la cellule communiste.

Pour la nomination des chefs, les meilleurs brigadiers de choc sont proposés par leurs camarades. En cas de ratification, il est procédé à un essai de 2 ou 3 semaines.

Absences. L'ouvrier doit demander obligatoirement l'autorisation de s'absenter au chef d'atelier. En cas de refus, il s'adresse au comité d'usine, qui intervient. Si l'ouvrier s'absente sans autorisation, il est jugé par le « tribunal des camarades » qui peut prendre des sanctions, allant jusqu'au renvoi de l'usine. Une absence non autorisée est absolument interdite.

Au « coin rouge »

Visite rapide de l'infirmerie et du « coin rouge », où ont lieu toutes les réunions syndicales ou du parti. (Les questions ont été arrêtées pour manque de temps.)

Nous voyons aussi le journal mural dans l'atelier ; on nous explique qu'on y trouve des protestations contre des camarades insufisamment zélés, et contre un fonctionnaire syndical. On y remarque aussi un appel en faveur de la démonstration du 7 novembre. De nombreux dessins dont plusieurs tournent en ridicule des ouvriers qui ont tendance à boire ou à manquer à leur travail.

Je dois ajouter que les ateliers, eux-mêmes, sont remplis d'affiches, de banderoles, de drapeaux rouges, ainsi que de photographies de Staline, de Lénine et de militants du parti.

La durée du travail est de sept heures par jour, sauf pour les spécialités insalubres, par exemple, et pour les femmes travaillant au pistolet, qui ne font que six heures par jour.

Il est accordé une heure pour le repas à l'usine, ce qui fait 8 heures de séjour.

Les vacances sont de quinze jours pour la majorité des ouvriers ; pour certains métiers dangereux,elles sont d'un mois. Dans les deux cas, le salaire est versé en entier.

Pour l'achat des vêtements, il est remis aux ouvriers des bons à prix réduit : remise environ 30 % sur les prix des coopératives.

On nous donne les renseignements suivants :

Dans l'atelier, il y a 2.000 femmes sur 4.200 ouvriers ; sur ce dernier chiffre, 19 ne sont pas syndiqués, 900 sont membres du parti et 1.300 des Jeunesses Communistes. On ajoute : la cellule éduque la masse de l'usine, c'est elle qui fait aussi l'instruction technique; elle dirige également les organisations syndicales. La cellule propage aussi les décisions du Comité Central du Parti concernant les questions du travail. Le contrôle des « oudarniks » a lieu tous les mois. Ici, le principe en vigueur est celui-ci : A travail égal salaire égal.

La formule me paraît imparfaite. Le véritable communiste ne devrait-il pas dire : « A besoins égaux, salaire égal » ?

Dans l'atelier mécanique de la forge, le salaire minimum est de 120 roubles par mois ; le salaire maximum peut atteindre 400 roubles. Naturellement, ce sont les manœuvres qui ont les salaires les plus bas.

Le pourcentage des pièces loupées est en ce moment d'environ 0.75 %.

Dans le syndicat de cet atelier, il y a 25 % de membres du parti et 75 % de non communistes. Trois permanents syndicaux pour les 4.000 ouvriers.

Nous visitons ensuite l'atelier du montage à la chaîne. Là, nous pouvons constater que, sans atteindre la cadence en usage en France, on travaille plus vite que dans les parties de l'usine déjà visitées par nous. Je m'assure que les ouvriers travaillant au « duco » sont bien munis du masque. Une odeur assez forte règne en cette partie de l'atelier.

Repas à l'usine

On nous emmène alors au réfectoire de l'atelier de fonderie. Le sous-chef d'atelier nous place dans la partie réservée aux « oudarniks ». Il nous dit que le repas que nous allons prendre est le même que ceux qu'ils reçoivent habituellement. La salle des « oudarniks » est mieux aménagée que pour les autres ouvriers, et la nourriture est meilleure. Voici le menu :

Salade russe. — Soupe nationale appelée« Chi», avec viande en morceaux et légumes divers. — Deux morceaux de viande rôtie, avec pommes de terre sautées. — Pain noir à volonté. — Une poire. Comme boisson : de l'eau.

Comment savoir si le menu qui nous est servi est bien le menu habituel ? Le seul personnage de l'usine qui mange avec nous est sous-directeur et ce n'est pas par lui que nous pourrons obtenir le renseignement. De plus, comment espérer qu'un ouvrier puisse répondre sincèrement au milieu de ses camarades, en présence de ses chefs et des interprètes, et à des gens qu'il ne connaît pas ?

Après le repas, visite de la fonderie. Beaucoup de fumée. Nous en faisons la remarque et le sous-directeur nous dit qu'en effet l'aération est insuffisante et que des dispositions vont être prises pour l'améliorer. Très intéressante application du travail à la chaîne au moulage, au remplissage et au démoulage. La visite de cet atelier est terminée.

Nous quittons l'usine à 16 heures en même temps que les ouvriers. Ils doivent montrer au soldat factionnaire à la porte, leur carte de travail avec photographie.

J'ai de plus en plus l'impression que je n'apprendrai rien de sérieux par ces visites officielles, et pas du tout inopinées. Tous ces renseignements qu'on nous donne, comme à des écoliers écrivant sous la dictée, nous aurions pu aussi bien les avoir à Paris, au moyen de l'abondante littérature communiste. Est-ce là le contact étroit avec le peuple ? Décidément, ce n'est que par mon initiative personnelle que je pourrai lever un coin du voile.

10 novembre : l'école de l'usine Amo

La journée est consacrée à la visite des œuvres sociales de l'usine Amo. Tout d'abord, nous pénétrons dans une école. La directrice nous reçoit et nous salue de la part de l'école. Elle nous donne les renseignements suivants :

Dans cette école, 2.500 écoliers, dont 95 % sont des enfants d'ouvriers. Les autres 5 % sont des enfants d'employés. Les principes d'instruction sont ceux indiqués par Lénine, instruction polytechnique. L'usine a fait pour son école 3 ateliers: menuiserie, ajustage et mécanique générale. Pour les tout jeunes enfants, il y a en plus, 2 chambres de travail. L'usine a fourni les professeurs de ces ateliers et paie 50 % de leurs salaires. Elle apporte à l'école son aide matérielle, financière, et elle fournit la main-d'œuvre.

Les écoliers sont divisés en : « petits Octobre » (8 à 10 ans) et « pionniers » (10 à 16 ans). Les frais de l'envoi des enfants à la campagne pendant l'été sont payés à raison de 80 % par l'usine et

20 % par les parents. La cellule des Jeunesses Communistes de l'école comprend 80 membres. But de l'école : faire des hommes suffisamment instruits dans toutes les branches de la science. mais sans spécialité et préparés à entrer dans les écoles spéciales.

L'école est dirigée par la section d'instruction du Soviet. Ici est mis en pratique l'« autogouvernement » des écoliers, qui veillent à observer une discipline consciente dont ils surveillent l'exécution.

Pour la nourriture des enfants, les parents paient pour les tout petits 25 kopeks (2 plats) ; pour les grands écoliers, 45 kopeks (3 plats). 4 % des écoliers sont nourris gratuitement et 15 % à demi-prix.

Après chaque leçon a lieu une « minute de culture physique » : les enfants exécutent quelques mouvements sans quitter leurs places.

L'instruction est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans.

Les instituteurs sont divisés en 2 catégories : dans l'une (1er degré, jeunes écoliers), les instituteurs font 4 heures de cours par jour et gagnent 115 roubles par mois. On leur laisse la faculté de travailler encore 4 heures dans une autre école Dans la deuxième catégorie, ou 2ème degré (pionniers), les instituteurs travaillent 6 heures par jour et gagnent 250 roubles par mois. Le nombre d'écoliers par instituteurs est en moyenne de 42. Le personnel enseignant a droit à deux mois de vacances par an.

A notre étonnement au sujet des bas salaires des instituteurs, on répond : « Les instituteurs ont moins de travail que les ouvriers, ceux-ci passent d'abord. C'est d'ailleurs une situation provisoire, car la tendance est à l'augmentation.

La directrice nous fait visiter son école. Nous entrons d'abord dans une classe de 8 à 10 ans. A ma grande surprise. habitué que je suis déjà à la grande débauche de « placards » de toutes sortes partout, je trouve ici des murs presque nus. Tout juste un grand tableau noir, le journal mural, une inscription à côté de la photo de Lénine. Pas de cartes géographiques, ni de tableaux muraux comme on en voit en France. Les enfants sont mis proprement, trop proprement même. On a l'impression très nette que la visite a été préparée.

Nous passons ensuite dans une classe de grands, 10 à 16 ans : aux murs deux grandes cartes. Comme matériel scolaire, c'est un peu maigre.

Nous pénétrons dans le réfectoire alors que les enfants y prennent leur repas. Comme à l'usine, le paiement se fait au moyen de tickets. Par l'intermédiaire de l'interprète, je demande à un enfant si la nourriture est meilleure que d'habitude Embarrassé, l'enfant me répond le nez dans son assiette : « Karacho » (C'est bien). C'est tout ce que je peux en tirer.

Après cela, on nous fait voir ce qu'on appelle là-bas un jardin d'enfants (de 3 à 8 ans). Dans une série de petites salles, chaque enfant a son lit et son casier. Ici 180 enfants. Tout est fourni par l'usine. En permanence un médecin et des infirmières. Visite d'une pièce pour enfants de 5 ans. Tous sont mis très proprement et portent la même tenue. Ils sont assis à table et mangent sagement un morceau de pomme. On se croirait au rayon de jouets du Bazar de l'Hôtel-de-Ville. Les enfants nous font le salut militaire. Partout des photographies sont prises.

Visite d'une salle de jeux, destinée aux enfants de trois ans et demi. Là encore, salut militaire. Dans une autre pièce dorment des enfants de 3 ans. Partout des images représentant de jeunes communistes en train de saluer. Après cela, comment ne pas connaître le garde-à-vous ?

Nous pénétrons enfin dans une salle à manger d'enfants de 6 ans. On explique aux enfants la raison de notre visite. J'entends l'interprète parler de « Révolution d'Octobre, Socialisme etc... ». Nous sommes chargés de saluer les « enfants de 6 ans français » ! Sur les murs, des affiches. Quel dommage de ne pas savoir le russe ! Et des images représentant des scènes de la Révolution. Les enfants donnent leurs foulards rouges aux délégués.

Nous terminons par la traversée d'une salle de repos très froide, très aérée pour le sommeil des enfants. Ceux-ci sont enveloppés des pieds à la tête et convenablement garantis du froid.

Salaires et conditions de travail à l'usine Amo

Nous avons maintenant un entretien avec le secrétaire du syndicat de l'usine Amo, qui répond à nos questions.

Accidents de travail. — Si l'invalidité est provisoire, le blessé touche son salaire par l'assurance sociale comme s'il était malade. Les soins sont gratuits. Si l'invalidité est définitive, le blessé touche de l'assurance sociale une pension proportionnelle à l'invalidité et au nombre des années de travail. En cas d'invalidité totale, pension par assurances sociales suivant les statuts de celles-ci. En cas de mort, l'enterrement est payé par l'assurance sociale et une indemnité est versée à la famille.

D'une réponse à une question posée par un délégué américain concernant les *salaires des permanents*, je perçois seulement ceci : le président du comité d'usine est payé 500 roubles par mois.

Le permanent continue : Sur les 22.500 ouvriers de l'usine, 15.500 ouvriers sont employés à la production. Le reste est occupé dans toutes les institutions de l'usine. Le rendement actuel est de 80 voitures par jour, plus un certain nombre de pièces détachées. 75 % des ouvriers viennent des campagnes. Dans l'industrie automobile et surtout à l'usine Amo, nous n'avons plus besoin maintenant des ingénieurs étrangers.

La retraite pour l'ouvrier dans toutes les industries a lieu à 53 ans, suivant le nombre d'années de travail. Exemple : un ouvrier moyen ayant 20 ans de travail touche son salaire intégral. Après 53 ans, l'ouvrier peut travailler encore s'il le veut.

Chez Amo, le salaire moyen était de :

125 roubles en 1931;
147 roubles 50 en 1932;
168 roubles 50 (2e trimestre de 1933).

(On ne dit pas si le pouvoir d'achat du rouble a été conservé).

8.000 femmes travaillent à l'usine Amo. 500 d'entre elles sont membres du parti. On en trouve aussi dans les « cadres » de l'usine, ainsi que dans les postes syndicaux.

Les cotisations aux *Assurances Sociales* sont versées entièrement par l'usine, elles représentent 10 % du total des salaires. Le comité d'usine organise les vacances.

Je demande si le choix de la profession est libre. On me dit qu'à la fin des études professionnelles, le jeune homme est tenu de travailler dans la spécialité qu'il a choisie. Le choix de la profession est libre à la sortie des écoles générales. Je m'enquiers également de la rééligibilité des fonctionnaires syndicaux. Il m'est répondu que la rééligibilité est absolue, mais que ces fonctionnaires sont révocables à tout moment. Je ne peux savoir par quels moyens les ouvriers peuvent obtenir la révocation des permanents.

Un délégué demande si les ouvriers peuvent faire des économies. *Réponse* : il existe des caisses d'épargne qui versent 8 % d'intérêt; les dépôts ne sont pas limités. La moyenne des versements est de 160 roubles.

(A ce sujet, j'ai appris que l'ouvrier russe ne tient pas à faire des économies, tant par tempérament que par suite de la baisse continue du pouvoir d'achat du rouble.)

Vacances. — Normales : 2 semaines. Travaux insalubres : 1 mois. Accouchement : 4 mois.

C'est fini pour les questions aujourd'hui.

Réception à la Maison des Syndicats de Moscou

Après une légère collation à l'usine, nous partons à la Maison des Syndicats de Moscou, où nous devons être reçus par Schvernik, le secrétaire de la C.G.T. russe. Toutes les délégations sont là, dans une magnifique salle des plus modernes comme agencement et décoration. Des gâteaux, fruits en abondance nous permettent d'attendre sans trop de mauvaise humeur le moment où nous pourrons enfin déjeuner.

Schvernik nous fait un discours mi-politique, mi syndicaliste. Déclarations principales : ici, le syndicat soutient la dictature du prolétariat. Suit une apologie de l'armée rouge, qui doit lutter contre l'ennemi intérieur et extérieur. Il nous dit que ce n'est pas par hasard que *la classe ouvrière* (1) a commencé par réaliser l'industrie lourde. On peut compter sur les doigts les usines où l'on travaille encore 8 heures. Nous diminuerons encore dans un temps proche la durée du travail. Parlez avec les « oudarniks » dans les usines, vous verrez alors un nouveau type d'ouvrier entraînant les autres. Ici la tâche des syndicats est autre que dans les pays capitalistes, car ici les ouvriers sont maîtres de la production. C'est sous la conduite du parti communiste que les syndicats ont pu se développer. Les communistes dans les fractions au sein des syndicats font connaître aux ouvriers les décisions à réaliser.

La cotisation syndicale, depuis septembre 1933 est de 1 % du salaire. L'emploi de ces cotisations est réparti ainsi : 24 % pour l'organisation et l'administration. — 16 % amélioration du sort des ouvriers. — 14 % pour les sanatoria. — 18 % pour le travail culturel. — (Je n'entends pas le reste.) Schvernik veut démontrer que l'argent revient au cotisant par plusieurs canaux.

La démocratie dans les syndicats est réalisée par la réélection tous les ans des organismes de base. (Et les autres ?). Aux dernières élections (1932), 60 % des fonctionnaires syndicaux ont été remplacés pour divers motifs, incapacité, avancement, etc. Tous les fonctionnaires peuvent être relevés à tout instant. (On ne nous dit pas par quel moyen.) Les comités d'usines rendent compte deux fois par an de leur action devant les ouvriers. Cela prouve que nous avons une large démocratie dans les syndicats.

Ce que j'ai noté constitue peut-être la vingtième partie du discours prononcé. On nous annonce que ce discours sera imprimé et distribué aux délégués. Nous l'attendons encore.

Réponses de Schvernik à des questions :

Sur les différences de salaires. — Le rapport est de 1 à 3; la cause en est dans le manque d'ouvriers qualifiés. Les ouvriers sont surtout des jeunes, principalement des kolkhosiens. Ces différences de salaires sont un stimulant nécessaire pour pousser les ouvriers à étudier et soigner les machines. Cela ne constitue pas un danger, car les ouvriers ne restent pas plus de 3 à 4 mois dans les postes mal payés.

Sur le risque de créer une aristocratie ouvrière par suite de hauts salaires. — La création de nouvelles usines permet aux ouvriers qualifiés de monter au haut de l'échelle et d'autres moins payés les remplacent. Les ouvriers ont la certitude d'arriver, s'ils le veulent, à un poste supérieur par leurs études gratuites. (Encore une réponse à côté !).

Comment se produira l'égalisation des salaires. — Tant que le pays n'est pas reconstruit, on ne peut pas égaliser, car alors le stimulant manquerait. Cela s'est produit dans les kolkhoses, où maintenant une commission de contrôle donne des points suivant le travail accompli.

Quels sont les salaires des fonctionnaires syndicaux ? — De 250 à 500 roubles par mois; souvent, quand il est nommé au syndicat, un ouvrier gagne moins qu'auparavant. Parfois, pour les petits salaires, on laisse au fonctionnaire son salaire d'ouvrier.

Pourquoi le travail aux pièces ? — Tous les ouvriers ne comprennent pas qu'ils sont les maîtres de l'usine. Il existe encore une forte proportion de paysans qui gardent une mentalité de propriétaires terriens et qui cherchent à donner peu pour recevoir beaucoup. Pour ceux-là un stimulant est nécessaire. Dans une usine capitaliste on baisse de prix les pièces si l'on gagne trop. Ici le prix reste intact pendant une année. Par contre, un ouvrier m'a certifié qu'à tout moment la « norme » pouvait être modifiée.

L'ouvrier fait seulement 7 heures de travail, il lui reste 17 heures de loisirs et pour le sommeil. Le travail aux pièces durera tant que la majorité des ouvriers n'auront pas compris qu'ils doivent travailler autant que sur leur morceau de terre.

Comment sont réglés les conflits ? — Ils sont résolus par la commission des conflits dans l'usine. S'il y a désaccord, la question est portée devant le syndicat d'usine. Dans tous les cas, l'affaire doit être terminée en 7 jours et dans certaines usines en 5 jours.

Quel est le rôle des syndicats dans la lutte contre la guerre ? — L'U.R.S.S. ne veut pas conquérir de colonies. Nous sommes pour la paix, mais pas par faiblesse. Plus nous serons forts, plus la paix sera solide. Si on nous attaque, nous nous défendrons et les syndicats seront avec le gouvernement.

Y a-t-il des syndicats dans les kolkhoses ? — Non, les kolkhosiens ne sont pas des prolétaires, car ils sont à demi propriétaires (maison, bétail, récoltes, etc.).

(1) Curieuse, cette assimilation entre la classe ouvrière et ceux qui la dirigent !

Dans les sovkhoses, il y a des syndicats, car ce sont des ouvriers qui sont payés par l'Etat.

Comment s'est réalisée l'entrée de la Géorgie dans l'U.R.S.S. — Par la révolte des Géorgiens et l'entrée volontaire dans l'Union soviétique.

Existe-t-il encore au travail de nuit ? — Oui, certaines industries ne peuvent fonctionner sans cela (hauts-fourneaux, etc.). Les travailleurs de nuit sont mieux payés, ils ont un droit de priorité pour l'entrée dans les sanatoria.

Que se passera-t-il quand il y aura surproduction ? — Ce n'est pas encore le moment. Trop de choses manquent encore en U.R.S.S.

Quelle est la différence des avantages entre syndiqués et non-syndiqués ? — Les non-syndiqués, en cas de maladie, touchent seulement 75 % de leur salaire, les 25 % supplémentaires sont payés par le syndicat à ses membres.

Je ne sais si toutes les questions posées ont reçu une réponse, mais toutes les réponses sont assez évasives, d'autant plus que la liste des questions est examinée sans arrêt par l'orateur, d'où impossibilité de l'interrompre pour obtenir une précision. Satisfaits ou non, nous devons nous contenter de la réponse fournie.

La réunion est terminée. Il est 21 heures 10 Nous n'avons pas pris de repas sérieux depuis 9 heures du matin. Inutile de dire que nous rentrons rapidement à l'hôtel.

11 novembre : nouvelle visite de l'usine Amo

Départ 10 heures, toujours pour l'usine Amo. La délégation a été divisée en plusieurs groupes selon la profession. Le nôtre comprend 4 métallurgistes français et la Polonaise de l'escorte. L'interprète est une employée du Syndicat des Métaux de Moscou, fanatique comme elles le sont toutes, et parlant imparfaitement le français.

Nous visitons exactement les mêmes ateliers que l'avant-veille, ce qui amène de vives protestations de notre part. Nous sommes deux délégués à vouloir visiter l'usine seuls et à y rester la journée entière pour juger de l'effort demandé. On nous répond : « Ce n'est pas possible. Il n'y a pas assez de traductrices pour satisfaire tout le monde. » Cette réponse trahit une certaine mauvaise volonté, car il ne manque pas dans l'usine d'ouvriers français ou sachant le français. Nous obtenons néanmoins que, pour plus de facilité, la délégation française sera séparée de la délégation allemande, mais il nous est impossible de visiter l'atelier de l'outillage. « Rien à faire ! nous dit-on ; il est en déménagement. »

Nous élevons de nouvelles et vives protestations, pour aboutir à visiter au moment du repas la partie de l'atelier d'entretien réservée aux petites-mains. L'un deux, sorti de l'école professionnelle il y a deux mois, gagne 80 roubles par mois. Une jeune traçeuse de 20 ans gagne mensuellement 150 roubles. Nous demandons à un jeune ouvrier ce qu'il faut gagner pour vivre normalement, selon lui. Il nous répond : « Deux cents roubles par mois. » (Se reporter aux moyennes officielles des salaires de l'usine indiquées plus haut.) Nous lui demandons de nous indiquer ses distractions. Il nous répond : « Le théâtre, au moyen de billets à prix réduit. »

Un des délégués insiste pour que nous visitions l'atelier de carrosserie. (C'est sa spécialité.) Après beaucoup d'insistance de notre part, notre demande est exaucée. Là, nous trouons un outillage ultra-moderne, mais aussi par contre une cadence très élevée. Un scieur nous dit gagner 250 roubles par mois. Mais le soir il doit être à bout !

Chose assez curieuse, mon codélégué remarque deux ouvriers, dont l'un, employé à la besogne la plus délicate et la plus dangereuse, (arrondir à la toupie les angles d'une pièce de bois devant supporter le toit de l'autobus) déclare être sensiblement moins payé que son compagnon, dont la tâche est bien plus aisée. Nous ne pouvons savoir la raison de cette anomalie. A la chaîne de montage de la carrosserie, là aussi, alllure très rapide. Les portes sont montées à part par des jeunes filles qui gagnent 150 roubles, mais la cadence approche le maximum, toujours selon l'avis de mon codélégué, qui est lui-même carrossier chez Manessius.

Vu en passant des ouvriers debout, fumant dans une pièce qui me paraît affectée à cet usage. J'y pénètre et je demande à un ouvrier si on a le droit de fumer dans l'usine. Il me répond : « Habituellement oui, mais pas dans notre atelier, par crainte d'incendie. » Il ajoute qu'on accorde 5 minutes par heure aux ouvriers pour se rendre aux lavabos. Ils en profitent pour fumer. Ceux qui travaillent à la chaîne doivent obligatoirement se faire remplacer.

Dans le bureau du comité d'usine, mon codélégué proteste contre l'injustice constatée par lui tout à l'heure et il cite que le 1er ouvrier est payé 150 roubles alors que le second, bien plus favorisé, touche 250 roubles. Le permanent lui répond que « cela dépend des normes de travail ». Il nous informe que le prix des pièces est établi après observation pendant plusieurs jours du travail d'un ouvrier. Les prix sont discutés obligatoirement au « comité de groupe », et, si nécessaire, à la commission des conflits. J'insiste pour savoir quel est le dernier recours de l'ouvrier qui s'estime lésé. On me répond que c'est la Bourse du Travail, mais je ne puis en retenir la composition si compliquée que j'y renonce !

Il me sera toujours impossible de connaître le dernier recours de l'ouvrier !

Ici comme partout, je demande s'il n'y a pas d'espérantistes. La réponse est invariable . « Oui, il y en a, mais nous n'en connaissons pas. » J'ai l'impression très nette que l'espéranto n'est pas en faveur dans les milieux officiels, pour la raison sans doute que, s'il était très répandu, tout ce qui se passe en Russie ne serait pas pour nous un peu mystérieux. Je ne puis croire par exemple que notre interprète-chef, personnage influent du syndicat de Moscou, ne sache pas ou ne puisse pas savoir l'adresse d'un groupe espérantiste.

12 novembre : le Kremlin

Ce matin, notre enquête, puisqu'on tient à l'appeler ainsi, va consister, comme de simples touristes, à visiter le Kremlin. Nous partons vers 11 heures. La neige est tombée abondamment pen-

dant la nuit. Beaucoup de jeunes délégués se jettent des boules de neige comme des gosses. (On nous a du reste reproché d'avoir amené trop de jeunes.)

Pour pénétrer au Kremlin, ce n'est pas chose facile. Les délégations sont nettement séparées les unes des autres et ne pénètrent qu'à intervalles de 50 mètres. Un guide, tout en nous menant par une sorte de chemin de ronde, nous fait un petit cours d'histoire russe. La vue sur la ville et la Moskowa est admirable.

J'ai omis de dire qu'un officier de l'armée rouge accompagne scrupuleusement chaque groupe de délégués.

De là, nous nous rendons au Musée. Il est vraiment très bien.

Nous sortons du Kremlin et nous nous trouvons sur la place Rouge. Là, visite du mausolée de Lénine. Je sais gré aux autorités soviétiques d'avoir laissé la visite se dérouler dans la plus grande simplicité. Dans un silence impressionnant, en présence de sentinelles regardant le célèbre mort avec une telle fixité qu'on les croirait de pierre, nous faisons lentement le tour de la châsse vitrée où repose, tel une statue de cire, celui que des millions d'hommes vénèrent à l'égal d'un dieu. Nous remontons à la lumière. La visite a peut-être duré 3 minutes.

Fatigué par la vie irrégulière que nous menons depuis notre arrivée et malgré l'insistance d'une interprète, qui veut me faire assister à une soirée donnée en l'honneur des vieux bolcheviks et présidée par Kalinine, je vais me coucher, chose anormale ici, à 23 heures.

J'y tiens d'autant plus qu'il est fortement question de notre départ, demain, pour le Sud. Mais avec ceux qui dirigent notre délégation, sait-on jamais ?

13 novembre : enfin des espérantistes !

Quelle malchance ! Je ne suis pas allé hier soir au gala des vieux bolcheviks et on y a donné du vin ! Voilà qui m'explique l'enthousiasme avec lequel les camarades en parlent. Pas mal, cette idée, de faire se goinfrer les délégués ! Pendant ce temps-là, ils ne pensent pas à regarder l'envers du décor. La méthode doit avoir du bon, puisqu'on l'a employée lors de la visite de notre cher Herriot. Du moins, on le dit ici et on ajoute que la dose a dû être trop forte, puisque le « maire des maires » est tombé malade d'indigestion à son retour. De mauvaises langues vont même jusqu'à dire que le voyage d'Herriot fut une suite de « bombes » carabinées...

Journée libre aujourd'hui. C'est la première. Entendez par là qu'il n'y a pas de visite d'usine ou d'institution, mais qu'on mènera néanmoins en groupe les délégués s'acheter au « Torgsin » voisin les galoches nécessaires pour la grande tournée qui doit commencer ce soir.

Dès 9 heures 30, réunion générale de la délégation, en vue d'établir la liste de toutes les questions n'ayant pas encore obtenu de réponse, moyen excellent pour trouver au retour à Moscou toutes les réponses rédigées en termes d'autant plus vagues qu'ils seront officiels et incontrôlables. Et certaines questions sont plutôt embarassantes, si j'en juge par le peu d'empressement qu'on a mis jusqu'ici à y répondre. Je veux parler ici des cas Victor Serge, Rakovski, Pétrini, et de cette justice administrative qui permet d'agir avec un maximum de rapidité et de discrétion.

Deux russes espérantistes se présentent à moi. Ils ont appris par hasard, à moins qu'ils aient été alertés par un interprète-chef, qu'un espérantiste se trouvait parmi les délégués français. Je suis d'autant plus heureux de les rencontrer que j'avais encore une vague crainte de ne pouvoir me faire comprendre en un pays dont la langue diffère tellement de la nôtre. Mais ô surprise ! je les comprends mieux que certains Allemands que j'ai connus. Par exemple je m'aperçois vite que ce sont deux communistes convaincus, et l'un surtout me paraît fanatique. « Candidat pour entrer au parti », il a toute l'arderu du néophyte. L'autre est professeur de mathématiques et paraît plus compréhensif. Il tient à nous emmener chez lui, un camarade et moi. Et nous partons sous la neige qui tombe dru.

Chemin faisant, j'apprends que c'est la pénurie d'insignes qui fait que je n'ai pas encore reconnu un espérantiste à Moscou (!) Il y en aurait, paraît-il, 400 dans la région. Mon professeur loge dans un sous-sol où la lumière pénètre par deux soupiraux. La pièce peut avoir 4 mètres sur 4 mètres. Il partage ce « logement » avec son frère, également professeur de mathématiques, et un vague parent à eux. Très encombré de livres, le local est bien petit. Cela ne respire pas l'aisance. Il est vrai qu'ici le travail manuel est roi.

Notre hôte a fait des frais et nous offre de la vodka à 56 degrés et du porto. Ce dernier dans un curieux flacon représentant un porc et qui émet quand on verse un son ayant la prétention d'imiter le grognement de l'animal. L'un d'eux veut à toute force nous faire goûter des conserves de sa fabrication, de petites tomates vertes parfaitement détestables, mais quelle maestria pour boire la vodka ! D'une seule lampée, tout est disparu. Il paraît que c'est la mode ici, où cette même vodka est appelée le vin russe. En un mot, hospitalité des plus larges et d'une grande cordialité.

Photographies au magnésium, puis, pressés par l'heure, nous partons pour le « Torgsin » où je dois acheter les galoches obligatoires, car j'ai « coupé » à l'achat en commun.

Préparation au départ, et, comme toujours, ordres contradictoires. Nous partons tout de même vers 22 heures, après visite des nouveaux locaux de la gare de Kazan, vraiment admirable de forme et de proportions. On nous y fait voir particulièrement la « chambre des mères », où celles-ci peuvent dormir à côté de leur enfant en attendant l'heure du départ de leur train.

Maintenant, en route pour Lougansk (Ukraine), Tiflis et Bakou !

Paul Dhermy,

délégué des ouvriers des usines Hotchkiss de St-Denis.

(à suivre).

CHEZ LA BRUTE

A Hambourg

Extrait d'une lettre d'un camarade de Hambourg:

Ce qui se passe au camp de concentration de Hambourg est effroyable. Les rares qui ont la chance d'en sortir déclarent que cela dépasse en horreur l'Inquisition et le Moyen-Age. Des « sections d'assaut » d'une bestialité sadique règnent en maîtres. Quotidiennement les pires traitements sont infligés aux prisonniers, surtout à ceux qui sont au régime de l'« isolement ». Les malheureux finissent par être absolument abrutis et considèrent une balle de revolver comme la délivrance de leurs tourments. C'est ainsi que, dans une semaine, on a enregistré trois cas mortels.. Le premier a été « abattu en s'enfuyant », le second pour sa conduite récalcitrante ; le troisième s'est pendu après avoir été torturé.

Les interrogatoires sont particulièrement cruels. Un patient, après une séance de ce genre, laissait échapper 10 centimètres de rectum, tant il avait été battu. D'autres pissent du sang. Si vous demandez à passer la visite médicale, on vous menace du régime de l'« isolement »,... ce qui vous fait renoncer au médecin.

Les jours de paye des geôliers bruns (trois fois par mois), les violences redoublent. Ils se saoulent et sont capables de tout. De nuit, ils arrachent les détenus de leurs cellules et les battent. Une autre fois, ils peignent sur un mur l'effigie de Lénine et obligent les détenus à l'embrasser. Après quoi, ceux-ci sont fouettés.

Les récits des rares libérés sont si épouvantables que leurs femmes ne peuvent les écouter jusqu'au bout. D'ailleurs beaucoup, terrorisés, se taisent.

Ensuite, il faut payer la note des frais d'internement ! C'est ainsi que les parents d'une jeune fille, qui a été détenue trois semaines ont du payer 58 marks (348 francs)...

Dans un lac de Saxe

Autre information, de source directe également:

Au Pilzteich, près de Schneeberg (Saxe) on a trouvé trois cadavres immergés, chargés de cordes. Parmi eux, on a reconnu celui de l'ancien secrétaire du parti communiste de la région, Mool. Il avait été terriblement torturé dans le camp de concentration voisin. Dans ce lac il doit y avoir encore beaucoup de cadavres d'ouvriers assassinés, mais les autorités refusent naturellement de l'assécher.

L'Uruguay fasciste livre à Mussolini les Italiens antifascistes

On nous communique la lettre suivante, datée de Montevideo, 16 décembre:.

Le 9 décembre, à 3 heures et demi de l'après-midi ont été embarqués sur le steamer « Océania » à destination de l'Italie, via Gibraltar, Alger, Naples, les camarades dont les noms suivent : Hugo Treni, Antonio Destro (depuis 45 ans dans l'Amérique du Sud, il a une nombreuse famille née en Argentine), Santiago Barca, Giulio Stefani. Jusqu'au dernier moment on a fait des efforts pour les sauver, mais en vain. Ce qui suit donne une idée des dispositions du gouvernement actuel de l'Uruguay :

« La police avait promis de donner des passeports Nansen si nous avions trouvé un consul qui consentît à les viser, en nous avertissant toutefois que ce serait impossible. Au dernier moment, le consul français était disposé à donner un permis de transit sur la base des passeports Nansen et nous avons cherché à faire surseoir à l'embarquement. Mais alors, la police n'a plus voulu donner les passeports ! »

De tout cela la presse n'a soufflé mot.

On arrête, et, sans interroger même pour la forme, on embarque dans le premier bateau en partance. C'est ainsi qu'on avait procédé avec une quinzaine de camarades, déportés avant ceux-ci.

Quatre hommes de plus livrés à la brutalité sadique des fascistes italiens, initiateurs et maîtres des brutes hitlériennes. Quatre hommes qui, dès qu'ils auront mis le pied sur le sol italien, seront torturés selon les procédés les plus raffinés du nouveau Borgia, avant d'être finalement incarcérés à vie, ou massacrés.

Quatre hommes auxquels l'Uruguay n'avait rien à reprocher, mais dont l'activité antifasciste au sein des sociétés italiennes de secours mutuels d'Uruguay gênait le consul italien.

Quand donc aurons-nous, en fait et non pas seulement en paroles, autant de solidarité internationale que les tueurs d'ouvriers ?

Solidarité pour nos frères allemands.

Nous nous réjouissions de la bonne rentrée de fonds de novembre ; il n'en est pas de même pour décembre. Aucune liste n'a été aussi mauvaise; il est vrai que c'est la fin de l'année et les camarades ont des frais supplémentaires. Nous espérons que janvier sera meilleur. D'ailleurs il le faut absolument, sans quoi, nous ne pourrions tenir les engagements que nous avons pris envers nos camarades allemands.

De nombreux militants n'ont pas encore répondu à notre appel; des syndicats, qui, nous le savons, peuvent le faire, n'ont encore rien envoyé; nous leur demandons de penser à nos frères de l'autre côté du Rhin qui sont dans une misère noire, et qui luttent contre le fascisme.

Nous faisons un pressant appel à tous, pour qu'ils sollicitent de leurs amis, qu'ils fassent circuler nos listes de souscriptions ; que ceux qui n'en ont pas encore reçu nous écrivent.

En outre, nous demandons aux camarades qui ont pris l'engagement d'effectuer un versement mensuel, de nous l'envoyer régulièrement, pour éviter des frais.

Nous avons le ferme espoir que notre appel sera entendu

Adresser la correspondance et les fonds au camarade Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). Chèque postal : Paris, 1748-92.

SIXIEME LISTE DE SOUSCRIPTION

T. (Creuse), 20; Loiseau (Beaumont-Rhône), 20; J. Gorce (Margaux Médoc-Gironde), 15; S. et G. Chasson (Lasouche Ardèche), 20; Croze (Paris), 30; Sancier (Paris), 10; Berthe Moraux (Seine), 5; Marzet (Paris), 20; Delsol (Paris), 10; Pontremoli (Paris), 10; Reulet (Souscription P.T.T.-Paris), 10; Bureau (Alger), 50; Monatte, 20; Tristan Remy, 20 ; Mlle Jouveshommes (P.-d.-C.), 20 ; MM. Paz (Paris), 50; Syndicat National de l'Enseignement (section de l'Hérault), 300; Simonne Pètrement (Seine), 40; E. P. (Paris), 10; Piquet (Paris), 40; Syndicat Unitaire Typographie Parisienne, 100; Reulet (souscription P.T.T - Paris), 40.

Total de la sixième liste	876
Total des listes précédentes	12.742,86
Total au 31 décembre 1933	13 618,86

Accusé d'avoir pris part à l'insurrection du 15 mai 1848, quand le Palais-Bourbon fut envahi et l'assemblée nationale déclarée dissoute, Barbès présenta la défense suivante :

« J'ai quelques paroles à ajouter d'abord pour protester contre la compétence de la cour, et ensuite pour donner à MM. les jurés les moyens de me condamner plus facilement.

» ...Je me suis donc rendu à l'Hôtel-de-Ville, non pas entraîné par la foule, comme on l'a dit, pour m'excuser sans doute, mais m'arrêtant de temps en temps pour voir si la foule me suivait. Pour ce crime, car je savais bien que, vaincu, ce serait un crime à vos yeux, vous devez me condamner, citoyens ; et aussi bien, lorsque mes plus chères espérances sont trompées, quand la patrie entière est plongée dans les plus atroces douleurs, que sa chair et son âme se tordent sur ce brasier que, comme pour nous railler, on nomme du saint nom de République, que m'importe d'être enfermé dans un cachot ? Ses murs me préserveront du moins de voir de mes propres yeux des maux que je suis impuissant à soulager. Seulement, pardonne-moi, chère France, de ne t'avoir été utile à rien dans ma vie ! Et vous, mes frères opprimés de toutes les nations, pour qui je n'ai rien pu faire non plus, pardonnez-moi aussi, car nul ne fut plus animé que moi du désir de briser vos fers ! Vive la République démocratique et sociale ! »

Barbès fut condamné au maximum : à la déportation.

⁂ ⁂ ⁂

Ferré, membre de la Commune, dernier délégué à la guerre après la mort de Delescluze, comparut devant le Conseil de guerre de Versailles, en même temps que ses collègues. Interrompu plusieurs fois par le président et le commissaire du gouvernement il acheva sa défense par ces mots :

« ...Membre de la Commune, je suis entre les mains de ses vainqueurs. Ils veulent ma tête, qu'ils la prennent ! Jamais je ne sauverai ma vie par la lâcheté. Libre j'ai vécu, j'entends mourir de même.

» Je n'ajoute plus qu'un mot : la fortune est capricieuse ; je confie à l'avenir le soin de ma mémoire et de ma vengeance. »

Ferré, condamné à mort, fut fusillé à Satory, le 28 novembre 1871.

⁂ ⁂ ⁂

Peu après Ferré, Louise Michel, la combattante des tranchées de Clamart, comparaissait à son tour devant le Conseil de guerre. Voici ce qu'elle déclara :

« Je ne veux pas me défendre. Je ne veux pas être défendue. J'appartiens tout entière à la Révolution

A PROPOS DU PI

DE QUOI SO

DES RÉVOL

DEVANT LE

sociale, et je déclare accepter la responsabilité d tous mes actes. Je l'accepte tout entière et sans res triction. Vous me reprochez d'avoir participé à l'as sassinat des généraux A cela je répondrai : oui, si m'étais trouvée là quand ils ont voulu faire tirer su le peuple, je n'aurais pas hésité à faire tirer moi-mê me sur sur ceux qui donnaient des ordres semblables mais lorsqu'ils ont été prisonniers, je n'ai plus com pris qu'on les ait fusillés ; je regarde cet acte comm une insigne lâcheté.

» Quant à l'incendie de Paris, oui, j'y ai particip Je voulais opposer une barrière de flammes aux enva hisseurs. Je n'ai pas de complices pour ce fait, j'a agi d'après mon propre mouvement... Un jour, en effe je proposai à Ferré d'envahir l'Assemblée de Versai les. Je voulais deux victimes, M. Thiers et moi, ca j'avais fait le sacrifice de ma vie.

»...Ce que je réclame de vous, qui vous affirme conseil de guerre, qui vous donnez comme mes juge qui du moins ne vous cachez pas comme la commis sion des Grâces, c'est le champ de Satory, où son déjà tombés mes frères. On vous dit de me retranche de la société ; eh bien, le commissaire du gouverne ment a raison. Puisqu'il semble que tout cœu qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb j'en réclame ma part, moi ! Si vous me laissie vivre, je ne cesserais de crier vengeance, et je dénon cerais à la vengeance de nos frères les assassins d la commission des grâces.

Le Président. — Je ne puis vous laisser la parol si vous continuez sur ce ton.

Louise Michel. — J'ai fini... Si vous n'êtes pas de lâches, tuez-moi !»

Condamnée à la déportation.

CÈS DE LEIPZIG

CAPABLES
TIONNAIRES
RS JUGES

u procès des « Martyrs de Chicago » ac-ès faussement d'avoir lancé la bombe de ımarket, chacun d'eux fit un exposé long létaillé des théories anarchistes. Voici la clusion de celui d'Auguste Spies :

...Telles sont mes idées. Elles sont une part de même. Je ne peux les abandonner, et je ne le rais pas, si je le pouvais. Et si vous pensez que pouvez supprimer ces idées qui gagnent de plus lus du terrain chaque jour ; si vous pensez que pouvez les supprimer en nous envoyant à la ıce ; si, une fois de plus, vous voulez faire mourir hommes parce qu'ils ont osé dire la vérité, — vous défie de nous dire où nous avons jamais n mensonge, — je déclare que si la mort châtiment qui doit frapper celui qui a proclamé rité, eh bien ! alors, je serai fier de payer le Appelez votre bourreau ! La vérité, qui fut cru- en Socrate, dans le Christ,, dans Giordano Bru- ans Huss, dans Galilée, vit toujours ; ceux-là et res en quantités innombrables nous ont précédé ette route. Nous sommes prêts à les suivre ! »

ndamné à mort le 9 octobre 1886 et exé-

⁂ ⁂ ⁂

ı 1897, Etiévant, poursuivi pour avoir tiré coups de revolver sur des agents, fit de- les Assises une longue déclaration dont un passage :

..e prolétaire voit tous les jours ses enfants pâlir, s'étioler et mourir, et si parfois vous daignez reconnaître, pour capter son suffrage, que les choses pourraient aller mieux, vous n'en réprouvez pas moins ce que vous appelez de folles impatiences, car vous n'êtes pas pressés, ayant tout ce qu'il vous faut.

» ...Et s'il vous importe peu, en effet, qu'un retard de quelques années dans la Révolution sociale coûte la vie à quelques millions de petits pauvres, il n'en est pas de même pour nous. Aussi ne cesserons-nous de crier : « Ne vote pas, révolte-toi ; ne te choisis pas de maîtres, cours sus à ceux que tu as, si tu veux être libre. Si tu veux être heureux, si tu veux vivre ta pleine vie, si tu veux que tes petits vivent, révolte-toi, révolte-toi, car l'expérience des siècles, consignée dans les annales de l'humanité est là pour dire que l'on n'obtient rien sans cela ».

» La nuit du 4 août ne vient jamais qu'après le 14 Juillet ! »

Etiévant fut condamné aux travaux forcés à perpétuité.

⁂ ⁂ ⁂

Après l'attentat de Cottin sur Clemenceau, au lendemain de la guerre, le camarade Béranger, du Comité pour la Reprise des Relations Internationales, fut poursuivi pour impression de brochures contre la guerre.

« ...Je ne suis pas en mesure, aujourd'hui, de vous dire combien de brochures et de manifestes furent imprimés ainsi durant la guerre, mais je sais que la quantité en est grande et que l'arrivée au pouvoir de cet homme (Clemenceau) n'a rien changé ni ralenti bien qu'il croie pouvoir gouverner à coups de cravaches et de mois de prison, ce qui le conduit tout simplement à des actes de violences inutiles et qu'aucun homme politique en France, avant lui, n'avait commis durant la guerre.

» Il est facile, trop facile, messieurs, de rendre les autres responsables des actes qu'on a provoqués soi-même. Cela est assez étonnant de la part de Clemenceau, crâneur comme il l'est.

»...Ne devrait-il pas considérer l'acte de Cottin comme le résultat d'un duel — ou les témoins ne sont pas responsables des balles reçues par l'un des adversaires ?

» ...Je conclus, messieurs. Quel que soit votre verdict, je vous déclare hautement, franchement — sachant pourtant que la franchise mérite plus grande punition que l'hypocrisie — que la force qui me restera á la sortie de prison, je la mettrai á reprendre la lutte, la lutte des idées contre les forces de réaction, les forces qui veulent que dure, dure toujours cette société où le plus grand nombre des hommes végètent dans la misère, tandis que les autres dépensent salement un argent qui, dans la société actuelle, ferait le bonheur de tant de familles.

» Et mon dernier cri sera : Vive l'Union des Peuples ! Guerre à la Guerre ! »

Parmi nos lettres

La vie en U. R. S. S.

Extrait d'une lettre d'un ouvrier d'usine des environs de Moscou :

...Combien est barbare encore la vie presque aux portes de Moscou : pas d'électricité, l'eau très loin; ne parlons pas de gaz ! ici, même le pétrole, indispensable pour l'éclairage et la cuisine, n'est pas en vente ! il faut le transporter de Moscou, mais en train, c'est défendu sous peine d'une forte amende. Que faire ? On le passe en contrebande. Le froid est venu inopinément et nous n'avons pas de bois : le Soviet local nous l'a refusé sous pretexte qu'il n'en a pas; l'usine prétend qu'il n'est pas rationnel de transporter le bois de Moscou par fourgon ; — et il y a 20 degrés sous zéro !

La situation économique reste stationnaire. On vit, on ne meurt plus de faim comme il y a quelques mois. On travaille beaucoup, mais rares sont ceux que espèrent un avenir meilleur. Les prix augmentent démesurément, mais les salaires restent les mêmes ou diminuent. La différenciation entre les catégories de salariés augmente toujours et acquiert souvent un caractère féroce. Pour un morceau de beurre qu'une vingtaine de personnes ont obtenu ce mois-ci dans mon usine, les uns se jettent sur les autres avec haine et ont recours à la médisance, à la calomnie, à l'intrigue. Partout c'est la même chose et la plus basse forme de lutte pour l'existence règne dans cette époque de « civilisation » et de « socialisme ».

Boycottez les produits hitlériens

Le camarade Poussel nous écrit :

Dans la R. P. du 5 décembre, sur la demande du « Comité International de Boycott », vous publiez la liste des produits hitlériens à boycotter.

La question ainsi posée me semble mauvaise, car avec un peu d'imagination, on peut supposer que nous prenons parti pour des firmes concurrentes. Quant au résultat pratique, je suis loin de penser qu'il peut être efficace.

En sélectionnant les produits à boycotter, notre action peut-elle être assez forte pour agir sur les gouvernements fascistes ? Seul un mouvement profond de l'opinion publique, par des mesures générales, peut influencer un gouvernement.

Par contre, par la méthode préconisée, lorsque vous dites : boycottez les dentifrices Odol, les eaux de Cologne Mariana et Farina, vous semblez faire une réclame pour les produits français. Les parfums Coty sont-ils supérieurs ? Et les gros actionnaires ne sont-ils pas aussi bien dans les sociétés Coty que dans les sociétés allemandes ?

Pour les lampes électriques, ne pas acheter des lampes Osram signifie acheter des lampes Phillips, car vous admettrez bien qu'on a besoin de s'éclairer.

La question se pose de même pour les produits photographiques. On peut même ajouter qu'ils ont pris sur le marché une place considérable et souvent les produits français sont de qualités inférieures pour des prix plus élevés, ce qui rend plus perplexe les acheteurs.

La question se pose de savoir si cette méthode de boycottage ne nous conduit pas à un chauvinisme exaspéré, et si nous ne renforçons pas cette formule en cours depuis la crise : « Français, achetez français ! ».

Il était à prévoir qu'en précisant concrètement les produits à boycotter, les objections qui avaient déjà été soulevées contre le principe général du boycottage seraient reprises. C'est ce que fait notre camarade Poussel; elles ne semblent pas plus justifiées que précédemment.

Ce boycott favoriserait les maisons concurrentes ? Mais c'est le propre de tout boycott. Lorsque les syndicats américains — qui ont été les inventeurs du boycott et ont obtenu autrefois par lui des résultats appréciables — disaient : n'achetez pas dans telle maison qui n'emploie pas des syndiqués, ou qui paie des salaires de famine, ils favorisaient par cela même les autres maisons, tout aussi capitalistes que celles-ci soient. Les imprimeries françaises, dont le personnel est syndiqué, sont tout aussi capitaliste, et même souvent, généralement plus gros capitalistes que celles dont le personnel sarrazine; dira-t-on que par crainte de les avantager, la Fédération du Livre doit abondonner son label, qui est une invitation à boycotter les imprimeries à personnel non syndiqué ?

Si on suit le raisonnement de Poussel, sur ce point, il faut supprimer complètement le boycott de l'arsenal des armes syndicales.

Reste ce qui est évidemment la grosse question : ne risque-t-on pas de développer le chauvinisme français du fait que, pour des buts purement chauvins, les patriotes français pourraient donner le mot d'ordre.

Eh bien, non ! Non, parce que d'abord, en fait, aucun patriote français n'a, que je sache, donné le mot d'ordre de boycotter les produits allemands, et ils s'en garderont bien, car ils ont trop le sens de la solidarité profonde qui les lie à l'hitlérisme. En dehors des organisations ouvrières, n'ont donné le mot d'ordre que des organisations juives, qui agissent en vertu d'une solidarité qui est fort différente de la nôtre, mais qui est néammoins, comme la nôtre, une solidarité internationale.

Mais aussi et surtout, parce que si nous doublons, comme nous le faisons, notre propagande pour le boycott d'une action de solidarité à l'égard des prolétaires allemands persécutés et d'une lutte vigoureuse contre notre propre « patrie », comment notre action pour le boycott des produits hitlériens pourrait-il développer le chauvinisme ? Lorsque nous disons : il faut venir en aide au prolétariat allemand dépouillé de sa liberté de penser, de s'organiser et d'agir, en boycottant les marchandises vendues par les capitalistes allemands, parce que ce sont ceux-ci qui, par la violence de leurs bandes soudoyées, ont réduit les ouvriers allemands à l'état d'esclaves, qui donc peut traduire un acte de solidarité aussi net et aussi clair par : il faut taper sur les Allemands, parce que Allemands ? Il ne faut tout de même pas prendre les gens pour des idiots.

Enfin, troisième point : le boycott sera-t-il efficace ?

Tout dépendra de la vigueur avec lequel il sera mené ! Si on se refuse à faire de la propagande pour le boycott, ou si on n'en fait qu'insuffisamment, il est évident que son résultat sera nul. Mais si au contraire, on développe celui-ci suffisamment pour amener une baisse sensibles des exportations allemandes, son effet est certain, j'ai déjà indiqué pourquoi.

En tout cas, rien ne pourra ère efficace que des *actes*. Croire qu'on agira sur l'hitlérisme par un mouvement de « l'opinion publique » est de la haute fantaisie. Pas plus dans le cas de l'hitlérisme que dans tout autre cas « l'opinion publique » n'est capable d'obtenir le moindre résultat. « Remuer l'opinion » n'a de valeur que dans la mesure où cela aboutit à des actes, mais remuer l'opinion comme fin en soi, croire qu'il suffit de faire exprimer la « conscience universelle » en des ordres du jour, des articles de journaux ou des cris d'indignation pour aboutir à des résultats, est la plus dangereuse des illusions ! L' « idée pure » n'a jamais été que pure impuissance; c'est dommage, mais on n'a pas encore trouvé le moyen, en quelque domaine que ce soit, de faire l'économie d'agir.

R. L.

Encore à propos du label

Nous avons reçu d'un instituteur confédéré des Alpes-Maritimes, le camarade Ghibaudo, la lettre suivante au sujet de l'« Entre Nous » de notre avant-dernier numéro :

Au sujet de la grève des imprimeurs de Cruvès et Vincent à Cannes, la R. P. qualifie de scandale *le fait que le bulletin du Syndicat Unitaire de l'Enseignement des Alpes-Maritimes soit sorti des presses en période de grève, donc fait par des jaunes.*

Ce n'est pas tout à fait exact. Je sais, par les ouvriers grévistes eux-mêmes, que le bulletin était déjà composé *et* corrigé *quand la grève a éclaté. Il n'y avait plus qu'à* tirer *et* mettre sous bande *— travail facile, que Cruvès doit avoir fait lui-même ou bien fait exécuter effectivement par des jaunes.*

Votre correspondant cannois le savait. Il a présenté l'événement (!) *d'une* façon tendancieuse. *On va maintenant crier partout que des Unitaires ont tiré dans le dos des camarades grévistes et soutenu leur patron.*

Je sais que le fait n'est pas d'une extrême importance. Mais je suis jeune... et quand on a menti devant moi une fois, ne serait-ce qu'à demi, *je retire toute ma confiance.*

Ainsi donc, nous aurions été « tendancieux » et aurions « menti à demi » parce que nous avons dit qu'il était scandaleux que le bulletin du Syndicat de l'Enseignement des Alpes-Maritimes soit sorti en pleine grève ce qui n'est pas contesté — qu'il a paru grâce à du travail de jaunes, — ce qui n'est pas davantage ni contesté ni contestable — et parce que nous n'avons pas signalé que la confection de ce numéro avait commencé avant la grève !

Mais comment notre jeune correspondant ne s'aperçoit-il pas que les précisions qu'il donne, loin d'atténuer la faute, l'aggravent au contraire ?

Ne s'est-il donc jamais demandé pourquoi les grèves éclataient toujours subitement, se déclanchant aussitôt décidées, et pourquoi les organisations syndicales ont toujours considéré comme un véritable étranglement du droit de grève, les tentatives légales faites pour imposer un délai de préavis ? S'il l'avait fait, il aurait sans doute vu que la raison en est que les grévistes considèrent comme leur meilleur atout le préjudice que cause au patron le travail commencé et laissé en panne. Car si ce travail que le patron a déjà partiellement payé n'est pas achevé et livré en temps voulu, tout ce qui a été payé par le patron est pour lui une perte sèche, qui n'existe pas dans le cas d'une commande qui simplement ne lui est pas passée.

Si donc, au point de vue moral, il n'est pas moins scandaleux qu'un organe syndical soit fait par des jaunes partiellement ou totalement, le tort réel causé aux grévistes est beaucoup plus grave si les jaune n'ont fait qu'achever le travail, ce qui est, nous dit-on, le cas du bulletin du Syndicat de l'Enseignement.

Et c'est ce qui aurait été évité si le label avait été exigé : de même que pour notre organe qui, lorsque la grève Cruvès a éclaté, était non seulement composé et corrigé, mais dont 12 pages étaient tirées sur 24, le patron n'aurait pas pu sortir le bulletin syndical à cause des demandes de dommages-intérêts qu'il risquait de s'attirer de la part de la Fédération du Livre s'il avait mis le label sur une publication faite, même partiellement, par des jaunes.

Ce sont là vérités élémentaires et il faut vraiment une époque comme la nôtre, où, étouffée par le développement de l'esprit de clan et de secte, la conscience de classe est en pleine régression, pour voir cet autre scandale : un syndiqué présenter comme circonstance atténuante le fait qu'un travail qui a été achevé par des jaunes avait été commencé par les grévistes! Et se préoccuper non du préjudice causé aux grévistes et des moyens d'y remédier, mais de ce qu'« on dira » au point de vue « tendances » !

La lettre de notre correspondant se poursuit par des considérations qui n'ont plus rien à voir avec la grève Cruvès, et qui ne sont autres que les clichés habituels sur les « admirables réalisations du peuple russe », l'affaire Victor Serge que nous « montons en épingle », etc... tels que ces clichés sont fournis à des millions d'exemplaires par toute la presse stalinienne et « sympathisante ». Puis notre correspondant termine en se demandant si les faits que nous citons à propos de la Russie ne sont pas « déformés »... comme la grève Cruvès et Vincent. Mais oui, hélas ! car, tout comme pour celle-ci, dès qu'on en pousse un dans le détail, on découvre que c'est pire que ce qu'on croyait avoir dit !

L'homme naît travailleur et bon

Si notre existence est basée sur le jeu de forces aveugles et n'est qu'une question de hasard; si nous-mêmes ne sommes que des mécanismes chimiques, comment peut-il exister pour nous une morale ? Il faut répondre que nos instincts sont les racines de notre morale et que ces instincts sont héréditaires, exactement autant que la forme de notre corps. Nous mangeons, buvons et nous reproduisons, non parce que l'humanité est tombée d'accord que c'est là une chose désirable, mais parce que, comme des machines, nous sommes forcés de le faire ainsi. Nous sommes actifs, parce que nous sommes forcés de l'être par des processus qui se développent dans notre système nerveux central, et, *aussi longtemps que les êtres humains ne sont pas économiquement des esclaves, l'instinct d'accomplir une œuvre, l'instinct du travail détermine leur action.* La mère aime ses enfants et en prend soin, non parce que les métaphysiciens pensent que cela est désirable, mais parce que l'instinct de prendre soin de son petit est en elle tout aussi exactement héréditaire que les caractères morphologiques du corps féminin. Nous recherchons la société des êtres humains et nous nous y plaisons parce que les conditions héréditaires nous obligent à faire ainsi. Nous luttons pour la justice et la vérité parce qu'*instinctivement nous sommes poussés à rendre nos semblables heureux.*

J. Loeb.

Notre bilan de 1933 et notre budget de 1934

Au seuil de l'année nouvelle, ne perdons pas nos bonnes habitudes. Depuis qu'elle existe, et seule dans toute la presse, la Révolution Prolétarienne *a publié ses comptes, tous ses comptes. Voici ceux de l'année qui vient de prendre fin :*

RECETTES DE 1933

Abonnements nouveaux	11.176, 85
Réabonnements	35.509, 45
Abonnements de soutien	6.585, 65
Vente au numéro	2.101, 04
Souscription	3.654
Publicité	250
Cartes postales	199
Recettes totales	59.475, 99

DEPENSES DE 1933

Frais d'impression	40.893, 70
Frais d'expédition	2.181, 20
Frais de recouvrement	3.336, 90
Correspondance et divers	8.857, 15
Loyer et frais généraux	4.251, 41
Souscription Malatesta	100
Frais divers de rédaction	400
Dépenses totales	60.050, 36

Telles sont, pour 1933, les recettes et les dépenses de la revue proprement dite. Viennent s'y ajouter, dans nos comptes, les recettes et les dépenses de l'édition du Précis de Géographie Economique *de Horrabin, l'amortissement des dettes et les divers. Voici :*

Encaisse au 1er janvier 1933 :		4.108, 45
Recettes de la « R. P. »	59.475, 99	
Recettes Horrabin	9.107, 85	
Divers	641, 65	69.225, 49
Total :		73.333, 94
Dépenses de la « R. P. »	60.050, 36	
Amortissement des dettes	4.500	
Dépenses Horrabin payées par Paris	439, 15	
Divers	874,	65.863, 51
Encaisse au 31 décembre 1933 :		7.470, 43

(Au chèque postal : 1.076, 09.)

(En espèces : 6.394, 34.)

Comparaison avec 1932

Pour être exactement renseigné sur la marche de la revue en 1933, il est nécessaire de comparer les chiffres de cette dernière année avec ceux de 1932.

Recettes	1932	1933
Abonnements	32.388 43	46.686 30
Soutien	9.059 29	6.585 65
Vente au numéro	1.736 41	2.101 04
Souscription	1.411 25	3.654 »
Publicité et divers	1.254 25	449 »
	45.849 63	59.475 99

L'augmentation globale des recettes en 1933 a été de 13.626 fr. 36. Seulement, les dépenses ont, elles aussi, augmente.

Dépenses	1932	1933
Impression et expédition	30.262 95	43.074 90
Correspondance et recouvrements	4.284 70	12.224 05
Frais généraux	3.344 35	4.751 41
	37.892 »	60.050 36

En 1933, nos dépenses se sont accrues de 22.058 *fr.* 36.

Notre déficit

Ainsi la marche ascendante de nos abonnements en 1933 s'est accompagnée non seulement d'une ascension des recettes, mais aussi d'une ascension plus importante des dépenses, due en grande partie, il est vrai, au nombre de pages plus élevé de nos numéros (20 pages au lieu de 18 en règle générale).

D'où il suit que nous terminons l'année avec un déficit de 3.231 *fr.* 38, *dont voici la détermination:*

Au 1er janvier 1933, nos dettes étaient de 17.269 *fr.* 05. *Diminution faite de l'encaisse* (4.108 *fr.* 45) *notre passif atteignait* 13.160 *fr.* 60.

Au 31 décembre 1933, il s'est élevé à 16.392 *f.* 02.

DETTES AU 31 DECEMBRE 1933

Impression des 5 derniers numéros		8.633, 40
Chez Labor		3.560, 35
Sur prêt		3.000.
Solde créditeur du Cte Horrabin :		
Recettes Paris :	9.107, 85	
Dépenses Paris :	439, 15	8.868, 70
Total des dettes :		23.862, 45
Encaisse au 31 décembre 1933 :		7.470, 43
Passif au 31 décembre 1933 :		16.392, 02

Un tel chiffre n'a rien de catastrophique, il correspond à peu près au crédit normal d'une revue ayant 10 ans d'existence ; cependant, il nous impose de reviser nos méthodes afin de... comprimer nos dépenses et de boucler 1934 avec une atténuation du passif, et non avec une aggravation.

Il y eut, en 1933, une augmentation importante des dépenses. En face de 59.475. 99 *de recettes globales, nous alignons* 43.074. 90 *de paiements d'impression et d'expédition. Précisons bien : de* paiements, *car si nous avons payé, en 1933, 4 numéros imprimés en 1932, pour* 6.208. 70 *et 18 numéros de 1933 pour* 36.866. 20, *nous avons imprimé, au cours de l'année, 23 numéros qui nous*

ont été facturés, impression et expédition, 45.499. 60.

Notre méthode de recrutement par les « possibles » a porté nos dépenses de recouvrement et correspondance de 4.284. 70 *à* 12.224. 05, *soit une augmentation de* 7.939. 35.

..*Nous avons, en* 1933, *tiré* 56.150 *exemplaires soit un tirage moyen de* 2.440 *exemplaires : les « possibles » sont la cause essentielle de ce gonflement du tirage, lequel explique le gonflement des dépenses.*

1.411 abonnés au 31 décembre 1933

Heureusement, nous avons la satisfaction de terminer l'année avec 1.411 *abonnés.*

Nous l'avions commencée avec 968.

Nous avons donc progressé de 443 *abonnés depuis le 1er janvier* 1933.

Il y eut, en 1933, 824 *abonnements nouveaux et* 381 *désabonnements ou suppressions.*

Insistons sur le terme suppressions, *car avant d'établir notre statistique, nous avons nettoyé nos fiches et nous avons supprimé tous les abonnements en retard de plus de deux mois dont les titulaires n'avaient pas répondu à nos rappels.*

Nous pouvons dire aujourd'hui que notre chiffre de 1.411 *correspond à* 1.411 *abonnés en règle avec notre caisse :* 1.411 *abonnés effectifs.*

Bien que nous n'ayons pas atteint notre objectif des 1.500, *nous pouvons conclure que* 1933 *a été marqué par une belle avance de la revue du syndicalisme révolutionnaire.*

Nous publierons d'ailleurs, la quinzaine prochaine, le recensement de nos abonnés par département.

Il nous faut renoncer à une méthode coûteuse

Mais, hélas ! cette progression nous a coûté cher. C'est elle — peut-être certains verront-ils là un paradoxe, mais ce n'en est cependant pas un — c'est elle qui est à l'origine de notre déficit de l'année.

Hé oui !

La plupart de nos 824 *abonnés nouveaux de* 1933 *ont été recrutés par le système des « possibles ». Ce système, nous l'avons indiqué souvent, a « rendu » dans la proportion de* 20 %, *c'est-à-dire que sur* 5 *possibles nous avons eu* 1 *abonné.*

Or, à l'origine, un « possible » nous coûte :

0, 50 *envoi de la circulaire ;*
0, 80 *service gratuit de 2 numéros ;*
1, 75 *envoi du recouvrement postal ;*

3, 05 *au total.*

Si le « possible » paie la quittance de 10 *francs que le facteur lui présente, la poste retient* 1, 05 *et nous transmet* 8, 95.

Si le « possible » ne paie pas, la poste nous fait payer 1 *franc de retour.*

Soit, sur 5 *possibles une* dépense initiale *de*

3, 05 x 5	15, 25
Plus 4 impayés à 1 franc	4,
Total	19, 25

Alors que nous n'avons reçu pour 1 quittance payée que	8, 95
Pour avoir un abonné nouveau, nous avons donc déboursé	10, 30

Et, comme il nous faut servir la revue pendant 3 *mois au « possible » qui, lui, a payé* 10 *francs, nous devons ajouter à cette somme le montant de* 6 *exemplaires à* 0, 70, *(prix moyen de revient du numéro), soit* 4, 20

Au total, un abonné nouveau selon la méthode des « possibles » nous coûte : 14, 50

Vous le voyez, les « possibles », c'est un gouffre !

Aussi, dans sa réunion du 3 *janvier, le « Noyau » a-t-il décidé de maintenir, dans des proportions limitées, l'envoi gratuit de* 2 *numéros aux adresses de propagande qui nous seront données, de maintenir également l'envoi de la circulaire à* 0. 50, *mais de* supprimer le recouvrement postal.

Pour mieux nous faire comprendre, ajoutons que la méthode des « possibles » était, quoiqu'elle nous ait donné beaucoup de travail matériel, la méthode facile et onéreuse. *Nous l'abandonnons. Dès la prochaine quinzaine, nous vous dirons comment nous allons aborder de front* la méthode difficile mais payante . *le recrutement direct.*

Nos éditions

Voici maintenant les comptes de notre édition du Précis de Géographie Economique *de Horrabin.*

DEPENSES

1° Droits d'auteur	465, 65
2° 45 clichés	650,
3° Impression du 1er tirage	4.590, 50
4° Achat de « plomb »	646,
5° Frais expédition Cannes	894, 40
6° Impression du 2e tirage	3.460,
7° Frais expédition Cannes	461, 05
Total	11.167, 60
Dépenses Paris	739, 15
Total pour 3.000 exemplaires	11.906, 75

RECETTES

1° Recettes Cannes	90, 20
2° 323 exemplaires commandés avant édition	2.496, 50
3° 392 exemplaires envoyés par Paris ...	2.966, 40
4° Encaissé sur dépôts	3.644, 95
Total	9.198, 05

COMPTE DES EXEMPLAIRES

1° 715 exemplaires vendus et payés ;
2° 153 exemplaires services de presse et divers Cannes ;
3° 34 services de presse, Paris ;
4° 1.810 exemplaires envoyés en dépôt (Cannes et Paris) ;
5° 288 stock à Paris le 31-12-1933 ;

3.000 exemplaires (les deux tirages).

Tout de suite, indiquons que de nombreux dépositaires n'ont pas réglé. Approximativement, les

réglements en retard portent sur 1.100 exemplaires, soit, globalement, près de 7.000 francs qui nous sont dus. Nous prions nos camarades de faire le nécessaire à ce sujet.

En définitive, non seulement les dépenses de l'édition Horabin seront couvertes par les recettes, mais il nous est permis d'envisager un boni qui constituera notre fonds d'éditions.

***

Dans le prochain numéro, nous vous donnerons, amis de la R. P., *notre projet de budget pour l'année nouvelle.*

D'ici là, écrivez-nous les remarques qu'auront provoquées nos chiffres. Faites-nous part de vos suggestions.

Et, surtout, recrutez-nous des abonnés, directement, selon la bonne méthode !

(*à suivre*)

Le colon Dubarry

Au premier rang des politiciens qui ont trempé dans l'affaire de Bayonne figure Dubarry. Celui auquel le sénateur radical Saint, ancien résident général du Maroc, avait fait allouer dans ce même Maroc mille hectares de terre de « colonisation », mille hectares de terre volée aux paysans marocains. (Voir *R. P.* du 10 août 1933 : *Deux corps d'armée engagés au Maroc pour Messimy et pour le Dubarry.*)



Un nouveau gouffre va s'ouvrir

Un nouveau gouffre va s'ouvrir. L'un des requins les plus notoires du Sénat, *Henry Bérenger*, vient d'être nommé administrateur, et aussitôt après, président du Conseil d'administration des *Chargeurs Réunis*.

Le rapport annuel de la susdite compagnie est presque entièrement consacré à la nécessité pour elle d'obtenir des subventions de l'Etat.

Ceci explique cela.

...Et ça nous coûtera plus cher que le Crédit Municipal de Bayonne, mais on en parlera moins.

Dans une circulaire aux trade-unions américaines, le président de l'American Federation of Labor leur demande conformément à la décision de leur congrès, de boycotter les produits hitlériens.

« Jusqu'à ce que le gouvernement allemand reconnaisse le droit des travailleurs en Allemagne de s'organiser en syndicats véritables et indépendants et jusqu'à ce que le gouvernement allemand cesse ses persécutions du peuple juif ».

L'American Federation of Labor n'adhère pas aux organismes internationaux syndicaux, mais elle fait un acte de défense international du droit syndical et du droit humain supérieur à tous les palabres.

La Renaissance du Syndicalisme

La bataille des traitements vue de province

Notre jeune camarade Felce, secrétaire du Cartel des services publics et concédés des Alpes-Maritimes, alité, m'avait fait tenir les lignes suivantes pour les lire au Conseil Syndical du Syndicat National des Instituteurs, qui se réunissait le 4 janvier. Les circonstances ne m'ont pas permis de les lire. Mais je pense qu'elles doivent être mises sous les yeux de nos camarades. Elles n'embrassent pas — l'état de notre camarade ne le lui permettait pas — toute l'étendue des événements et laissent de côté, d'une part, les rapports du Syndicalisme, du Parlementarisme et de ses partis, et d'autre part, le rôle de la C. G. T., dont l'inactivité depuis un an s'est vue couronnée, à l'heure critique, par le départ pour les fêtes algériennes de Léon Jouhaux, pilote breveté et permanent de la vieille barque.

J'ajoute que le S. N. des A.-M., conscient de la gravité de l'heure et désireux de peser ses décisions, a décidé, sur ma proposition, de se réunir en Assemblée Générale, le 18, après que les dirigeants du mouvement auront pu fournir toutes les explications nécessaires au Conseil National du 14 janvier.

B. G.

Mes chers camarades,

Il faut une indisposition grave pour me retenir chez moi quand a lieu une réunion du Syndicat :

Voici, hâtivement rassemblées, quelques-unes des réflexions que m'ont inspirées les derniers événements. Si je me permets de vous communiquer ces notes, ce n'est pas que je redoute que mon point de vue ne trouve au Syndicat des défenseurs, c'est que, placé dans mes fonctions syndicales au centre de l'action, je suis, mieux que d'autres, renseigné sur les événements et leurs causes.

Coup d'œil d'ensemble sur le mois écoulé

a) *Jusqu'au 16 décembre*, tous les ordres du jour du Cartel *annoncent l'action ;* après la provocation de la Commission Sénatoriale, le Cartel fait connaître par circulaire et communiqué, qu'il est décidé à « *y répondre avec la dernière énergie* » ; tous les articles de Laurent, Neumayer, Delmas, Jarrigion... invitent les camarades à se « *tenir prêts à répondre aux mots d'ordre du Cartel* ».

b) *Du 16 au 21 décembre*, silence absolu sur le mouvement annoncé et qui n'a pas été lancé.

c) Entre-temps, *le 18 décembre*, 3 *grands meetings* sont tenus à Paris, suivis des manifestations et des arrestations que l'on sait.

COMMMENTAIRES RAPIDES SUR LES EVENEMENTS :

a) *J'approuve* totalement l'attitude des organisations centrales qui présentent comme *certain* et *imminent* un mouvement qui n'est que *probable* : il est évident que, pour obtenir que le mot d'ordre soit suivi, il ne fallait pas laisser douter de son lancement.

b) *Je regrette* que les dirigeants centraux n'aient pas cru devoir renseigner les militants locaux plus rapidement ; mais cette critique est très légère, car on peut y répondre que le mot d'ordre pouvait encore être lancé avec les congés de la Noël et du Nouvel An.

c) *Les meetings grandioses du 18 décembre.* Il faut, pour les juger sainement, rapprocher les faits suivants :

1/ A cette date, *la décision de ne pas lancer de mot d'ordre a été prise,* elle ne peut pas être — cette décision — la conséquence de ces meetings dont le *Peuple* et la *Tribune* ont donné des compte rendus enthousiastes et qui ont été la preuve éclatante de la volonté d'action de la masse.

2/ Ces meetings ont été suivis d'une manifestation de rue de grande envergure et de *l'arrestation* des principaux militants.

3/ D'autre part, *contrairement à leur habitude,* les dirigeants avaient annoncé à plusieurs reprises une réunion du Cartel pour le soir même de la manifestation, à 21 heures (les militants des Alpes-Maritimes, qui se réunissaient anxieusement à la Bourse, imaginaient que les mots d'ordre, d'action sortiraient de cette réunion).

Rapprochons ces faits : il n'y aura pas de mouvement, la manifestation est un peu tapageuse, arrestations, annonce inaccoutumée de la réunion du soir. On peut raisonnablement conclure que manifestation et arrestations furent une *diversion* destinée à masquer le non-lancement de l'ordre d'action. Je ne condamne pas totalement cette *diversion*; elle a pu donner à quelques adhérents l'illusion que quelque chose était fait; c'est un résultat.

Mais j'en arrive à la *question essentielle* qui, je pense, est le centre des débats :

LE MOUVEMENT N'A PAS ETE LANCE

Quelles sont les explications de Laurent ?

a) Les petits fonctionnaires, non touchés, n'auraient pas marché, dit Laurent; ce n'est d'abord pas exact, car les petits fonctionnaires sont sûrement menacés dans leurs indemnités, de plus, ce sont précisément les petits fonctionnaires qui, touchés ou non, fournissent toujours la masse de ceux qui manifestent; d'autre part, il suffisait de placer, comme au 20 février, le mot d'ordre après le vote de la Commission des Finances du Sénat et, l'indignation étant unanime, le mot eût été suivi.

b) *C'est la faute des fonctionnaires moyens,* dit Laurent; or, ces fonctionnaires sont la minorité; ils étaient très touchés, ce qui les aurait poussés à l'action; enfin, ces fonctionnaires moyens n'étaient pas plus combattifs en février dernier, et cependant l'action réussit, ils ne le seront pas beaucoup plus demain et cependant d'autres actions réussiront.

c) De plus, les meetings du 18, à Paris, avaient donné la preuve que la masse n'attendait plus qu'un ordre pour passer à l'action.

d) Le troisième argument de Laurent me paraît *extrêmement dangereux* et plein de menaces pour l'avenir, le voici :

Si nous avions renversé Chautemps, et un seul geste, dit Laurent, aurait suffi pour qu'il disparaisse, nous nous serions trouvés devant une formation politique plus à droite et par conséquent plus hostile aux fonctionnaires.

C'est là le premier pas délibéré et avoué dans cette voie dénommée, à tort, la politique du « moindre mal » et qui est, en fait, celle du pire.

On préfère Chautemps à Daladier, Daladier à Tardieu, puis on les a tous ensemble au pouvoir. En fait, le syndicalisme des fonctionnaires est resté pendu aux basques d'un parlementarisme qu'il qualifie pourtant d'affolé et de désaxé.

C'est renouveler sur le plan politique ce qui fut la mortelle erreur de nos camarades Social-démocrates allemands qui, après avoir voté pour Hindenburg, pour écarter Hitler, les subissent tous les deux à cette heure.

LE MOUVEMENT AURAIT-IL DU ETRE LANCE ?

Oui, et il aurait réussi, mais il fallait le placer immédiatement après les décisions de la Commission du Sénat. La faute de nos dirigeants réside, à mon sens, dans le fait qu'ils ont cru que la Commission du Sénat maintiendrait ses propositions en séance publique. (Laurent signale comme une victoire partielle le recul de la Commission du Sénat).

Cette erreur de nos dirigeants comporte-t-elle des atténuations ?

Je n'en vois que peu, car :

Ils savaient que c'était une comédie qui se jouait, comédie dont nous ferions les frais ; en effet, ils possédaient plus de renseignements que nous-mêmes, se trouvant sur le lieu du combat; cela est si vrai que Delmas l'écrivait dans l'Ecole libératrice (page 334); d'autre part, ils avaient comme nous, pour les guider, la récente expérience de février dernier.

Quelle doit être notre attitude ?

Juger nos militants ? certainement; les condamner ? nous verrons tout à l'heure si nous le devons et *si nous le pouvons.*

Rappelons tout d'abord que le *Cartel des Alpes-Maritimes* a adressé aux organisations centrales 2 télégrammes réclamant, le premier, une grève de 24 heures, le second, des mots d'ordre d'action (ce 2e télégramme a été envoyé le 11 décembre, au soir).

Nous demandions d'autre part que ces ordres du jour fussent communiqués à toutes les organisations: ils n'ont paru, que je sache, ni dans le *Peuple,* ni dans la *Tribune;* c'eût été cependant une façon d'augmenter le désir de lutte de la masse, que de lui montrer que des camarades d'autres régions étaient farouchement décidés à l'action; nous devons donc, je pense, *porter un jugement* sur l'action de nos militants et *concrétiser* ce jugement par un *ordre du jour.*

Cet ordre du jour doit tenir compte des deux faits suivants :

1° Nous regrettons dans les Alpes-Maritimes que le mot d'ordre n'ait pas été lancé;

2° Nous ne pouvons blâmer nos dirigeants, car nous ne connaissons pas, à l'heure actuelle, suffisamment la situation nationale du mouvement syndical pour juger autrement que du point de vue local.

FELCE.

Solidarité policière

Formidable !

Il y a deux ans, à Alger, une camarade libertaire, Marguerite Aspès, qui, quelque temps auparavant avait été une première fois condamnée pour avoir protesté contre la présence de policiers dans une réunion syndicale, défendait, — cette fois l'arme à la main — l'inviolabilité des Bourses du Travail, en tirant, sans l'atteindre, un coup de revolver dans la direction d'un policier qui, sans mandat, donc *illégalement*, était entré dans le bureau de la Bourse où elle se trouvait (voir la *R. P.* de janvier 31). Pour ce fait, elle fut une seconde fois condamnée et passa 6 mois en la prison de Barberousse.

Son temps achevé, elle quitta l'Algérie, puis vint à Paris, où elle se fit inscrire au syndicat unitaire de sa profession, le syndicat des employés. Mais ne voilà-t-il pas que cette terrible rebelle s'avise, lors de la grève de la faim de Ferjasse, d'aller jeter sur les crânes des députés, des tribunes du Palais Bourbon, des tracts qu'elle avait dactylographiés elle-même, demandant la libération de l'objecteur.

Aussitôt les directeurs du syndicat unitaire des employés, de demander son exclusion, comme « provocatrice ! ».

Et comme Aspès demandait sur quoi on fondait cette accusation, elle s'attira cette réponse foudroyante : « *Il nous suffit de savoir que vous avez tiré sur un policier pour ne pas vouloir vous garder dans notre sein* » (textuel) !

En nous faisant part de cette réponse, Marguerite Aspès s'en étonne. Celle-ci contient cependant toute l'explication de sa demande d'exclusion; les polices de tous Etats ont, de tout temps, été parfaitement solidaires : le Guépou n'admet pas que l'on tire sur ses collègues de la police française. Et surtout pas, foutre ! pour défendre l'inviolabilité du domicile des syndicats !

R. L.

Les catastrophes rapportent

De l'*Information*, au lendemain de la catastrophe de Lagny :

Le ministre des travaux publics manifeste l'intention d'accélérer les commandes de voitures métalliques des réseaux' que les difficultés financières avaient ralenties. La *Française de Matériel de Chemins de Fer* bondit, avec « demandes réduites » de 795 à 842, les achats et les rachats s'étant effectués dans un marché étroit. La *Franco-Belge de Matériel passe de* 1.432 à 1.480.

A travers notre Courrier

Pour prendre congé

D'un bon camarade des Cheminots, après le Congrès de Huyghens et la « balle dans la peau » promise par le permanent Arrachard à notre ami Charbit :

Nous préparons notre départ de la C.G.T.U.; l'attitude des purs au dernier Congrès Confédéral a mis fin à notre hésitation et c'est ce que nous ferons ressortir en les quittant. Le 1er janvier prochain, nous serons probablement confédérés. La maison n'est pas parfaite non plus, mais nous ferons de notre mieux.

A travers les livres

Otto Heller : LA FIN DU JUDAISME (Rieder)

Les persécutions d'Allemagne, l'agitation de ces dernières semaines en Palestine font du Judaïsme un sujet brûlant d'actualité. Dans son livre, Otto Heller étudie la question juive dans son ensemble, ses origines, son évolution, ses formes sociales et nationales et montre la façon dont elle a été résolue par la dictature prolétarienne.

Des Juifs nomades venus s'installer en Palestine et rayonnant, soit par goût (les nomades furent les premiers marchands), soit par force (exil assyrien, exil babylonien, destruction de Jérusalem par les Romains) vers les routes commerciales de l'Arabie et de l'Inde, vers la Grèce, Carthage, Rome, la Gaule et l'Espagne pour y fonder leur colonies, formant ainsi des castes spéciales, tantôt indispensables à la fondation des villes, à l'établissement d'un régime, en tant que pionniers du commerce et de l'économie monétaire, puis indésirables et chassés dès que le processus d'accumulation primitive a atteint un certain degré, qu'une classe dirigeante s'est formée, que la tutelle des Juifs gêne — aux colonies actuelles de Jérusalem et de Birobidian, l'auteur refait l'historique du sort national des Juifs et du rôle économique et social qui leur a été attribué par l'histoire. Et d'abord, en un long chapitre, il le définit.

Sort national, sort social, dit-il, ne doivent pas être dissociés quand il s'agit des Juifs. Leur sort national consiste en ce qu'ils ne forment plus une nation unie et l'auteur nous le donne comme étant une conséquence de leur attribut social d'avoir été les pionniers du commerce et de l'économie monétaire partout où ils sont allés. *La nation, c'est la communauté durable, formée historiquement, de la langue, du territoire, de la vie économique, de l'accord psychique* (*caractère national*) *qui s'exprime dans la communauté de la culture* (*Staline*). Or, chez les Juifs, la perte du territoire, de la langue, et par conséquent de la culture commune, fut cause de la disparition de la nation juive. Mais les colonies fondées dans toutes les villes existantes et comprenant la meilleure et la plus grande partie du peuple juif conservent certaines caractéristiques nationales, leurs racines sociales et nationales communes. Les Juifs perdent leur nation mais gardent leur nationalité ; la caste juive se forme et pendant de longs siècles, sa fonction sociale et sa religion la préserveront de l'assimilation. *Malgré l'absence d'un territoire, cette fiction d'une existence nationale est fondée sur cette fonction internationale. La religion remplaçait le territoire, la loi religieuse tenait lieu de constitution.*

Avec l'émancipation de la bourgeoisie commence l'émancipation du judaïsme, sa dissolution dans la bourgeoisie car les Juifs furent *non seulement les premiers citadins, mais encore les premiers bourgeois.* C'est ce qui explique que partout où la bourgeoisie devient la classe dominante de la société, la caste juive disparaît. L'assimilation de l'élément juif se fait dès la fin du XVIIe siècle en Angleterre et aux Pays-Bas. En France, le décret du 28 septembre 1791 accorde aux Juifs l'égalité des droits civils et politiques mais déclare que le serment civique des Juifs est lié à l'abandon de tous les privilèges et lois spéciales en leur faveur. La dissolution de la caste doit supprimer tous les préjugés des deux côtés.

En Italie, l'émancipation des Juifs se poursuit parallèlement à la lutte pour l'unité nationale. En Allemagne, en Autriche-Hongrie où le développement économique est plus lent, la caste juive se maintient plus longtemps. Mais là aussi, dès que le commerce et la

finance ne sont plus des fonctions spéciales, mystérieuses et fermées aux masses, mais des éléments nécessaires de l'économie capitaliste à laquelle appartient toute la population, la dissolution de la caste juive est inévitable.

En Russie, sa disparition sera le fait de la dictature prolétarienne.

La vague d'antisémitisme qui déshonore actuellement l'Allemagne hitlérienne n'est pas un fait nouveau. La haine des Juifs est un fait donné une fois pour toutes. Les formes dans lesquelles elle se manifeste correspondent à l'idéologie dominante de chaque époque.

Au moyen-âge, c'est sous la forme religieuse que la lutte contre eux est menée. L'antisémitisme moderne ne combat plus le Juif en tant que représentant d'une religion différente, mais en tant que *représentant d'une race étrangère*. Phénomène purement social et défini ainsi au Congrès de Cologne, en 1893 :

L'antisémitisme provient du mécontentement de certaines couches bourgeoises qui se sentent menacées par le développement capitaliste et même sont vouées, en grande partie, à la ruine par ce développement, mais qui, dans leur incompréhension de la cause véritable de leur situation difficile, dirigent la lutte, non pas contre le système capitaliste, mais contre l'un de ses phénomènes qui leur est spécialement désagréable dans la lutte pour la concurrence, à savoir : l'exploitation juive.

Frédéric Engels écrivait en 1890 : *L'antisémitisme est la caractéristique d'une culture arriérée... ce n'est rien d'autre qu'une réaction des couches sociales moyennâgeuses vouées à la ruine, contre la société moderne qui se compose actuellement de capitalistes et d'ouvriers, et ne sert par conséquent que des buts réactionnaires sous un manteau en apparence socialiste... En outre, nous devons trop aux Juifs. Sans parler de Heine et de Boerne, Marx était un Juif pur sang, Lassalle était Juif, comme Victor Adler, Ed. Bernstein, Paul Singer...*

Lénine, dans le discours à l'armée rouge prononcé en 1918, proclame :

Ce ne sont pas les Juifs qui sont les ennemis des travailleurs, ce sont les capitalistes de tous les pays. Parmi les juifs, il y a des ouvriers, des travailleurs, ils sont la majorité. Ces travailleurs sont nos frères, parce qu'ils sont opprimés par le capital, nos camarades dans la lutte pour le socialisme. Parmi les Juifs il y a aussi des koulaks, des exploiteurs, des capitalistes, comme aussi parmi les chrétiens. Les capitalistes s'efforcent d'exciter à la haine entre ouvriers de différentes croyances, de différentes nations, de différentes races. Les Juifs riches, comme aussi les Russes riches, et les riches de tous les pays, tous alliés, écrasent, oppriment et salissent les ouvriers.

Quant à la question de la race, d'un long chapitre où les références d'anthropologistes abondent, il ressort que toutes les races sont le produit de mélanges. La question raciste ne peut pas plus servir à combattre les juifs qu'à les exalter.

⁂

Deux tentatives sont faites pour redonner aux Juifs une existence nationale : l'une impérialiste, *le Sionisme* ; l'autre, soviétique : les colonies juives de Russie et en particulier Birobidian.

Le sionisme veut provoquer la *renaissance du peuple juif par la création d'un foyer national juif en Palestine qui doit servir de base à la constitution d'une nation juive.*

Cette idée est liée à celle du retour des Juifs à la production directe et principalement à l'agriculture. Otto Heller fait remarquer :

1° Que la Palestine, avant le retour des Juifs, était peuplée (conquise en 638 par les Arabes). Et les événements récents de Jaffa, d'Haïffa, de Jérusalem prouvent que les Arabes, un moment dominés, essaient et réussissent à reprendre, malgré la police anglaise, les terres et les monopoles dont les Juifs les ont dépossédés ;

2° Que cette tentative, en partie soutenue par les capitalistes (Rothschild entre autres), sous l'œil bienveillant et le mandat de l'Angleterre, est en contradiction avec toutes les lois du développement de la société puisqu'elle se produit juste au moment où le développement économique et social porte à l'ordre du jour la libération des peuples coloniaux du joug impérialiste. Il conclut que le sionisme doit faire banqueroute. Les événements semblent lui donner raison.

L'autre solution du problème juif est celle apportée par l'U. R. S. S.

Phraséologiquement, elle est meilleure.

Pratiquement, la voici : *Le peuple juif a une grande tâche à remplir : maintenir sa nationalité. Dans ce but il va se transporter dans des colonies où il formera une masse et exploitera le sol.*

Des colonies juives importantes sont fondées en Crimée, à Birobidian ; le plan quinquennal leur assigne un développement à atteindre, qu'Heller nous expose, tous chiffres étalés.

Si le mobile qui guide les deux tentatives est opposé, la solution est la même. Sont-elles bonnes ?

Theodor Herzl, Ed. Pleg, L. Lewisohn, nationalistes juifs, sionistes, nous dépeignent, dans leurs livres publiés en 31 ou 32, une Palestine revigorée... et l'on se bat à Jérusalem, la grève générale y est déclarée, les troupes anglaises, arme au poing, doivent protéger les Israélites.

Heller et d'autres vantent Birobidian, et les nouvelles de Russie ne sont pas beaucoup meilleures que celles de Palestine !

Il est exact cependant que seule la victoire du socialisme pourra mettre fin à la question juive. Pas sans tâtonnements.

Ch. CHIANEA.

Jacques Perdu : FASCISME OU SOCIALISME (Le Travailleur, Belfort).

Cette forte brochure examine les deux grands problèmes de l'heure : lutte contre la guerre, lutte contre le fascisme. L'auteur expose clairement sur ces sujets les thèses avec lesquelles les lecteurs de la « Révolution Prolétarienne » sont familiarisés. On aimerait pourtant que la démonstration du « ressort économique des guerres modernes » fût plus serrée. Non pour nous qui n'avons pas à être convaincus mais parce que le but de toute brochure est d'atteindre — et de convaincre — un public encore mal averti.

Que l'auteur me permette une chicane de détail ; il écrit « personne dans les pays belligérants ne sera complètement à l'abri, ... tous y courront d'identiques dangers ». C'est une erreur et une erreur nuisible aux prolétaires enclins à trouver une sauvegarde dans l'universalité du danger. L'ouvrier du Creusot autour de ses cheminées sera au plus pressant danger. M. Schneider dans la villa anonyme d'où il dirigera par téléphone la progression des dividendes sera à l'abri, et bien d'autres que lui ; les fils des prolétaires se feront asphyxier à Paris pendant que les petits bourgeois respireront la brise de l'Océan à Arcachon ou l'air pyrénéen à un Luchon quelconque.

Mais voici plus grave : l'auteur systématiquement sous-estime le rôle du syndicalisme face au fascisme et à la guerre. Il voit le syndicalisme avec les yeux de M. Waldeck-Rousseau et lui assigne un rôle corporatif que le syndicalisme français d'avant-guerre et celui d'après-guerre a toujours débordé ; car il n'a jamais hésité à aborder le problème de la lutte contre la guerre, parfois certes avec des vues faussées mais faussées non par corporatisme mais au contraire par « politique, sale et bébête politique... ». Perdu rabaisse le syndicalisme parce qu'il croit « à la nécessité d'un parti ». Disons-le tout net : si, pour se sauver, le prolétariat français doit attendre le nouveau parti rénové dont il existe à peine l'embryon ce prolétariat est perdu.

Nous connaissons les tares et les faiblesses du mouvement syndicaliste français mais tel qu'il est, il est notre seule force et notre seule espérance.

B. G.

FAITS et DOCUMENTS

Deux lettres d'exilés

Le Bulletin du fonds de Secours pour les anarchistes emprisonnés et exilés en Russie publie les extraits suivants de deux lettres qui lui sont parvenues de camarades soumis à la résidence forcée :

...Bien reçu vos 5 dollars. Enfin, mes rêves se sont réalisés. Ces rêves, c'était : manger une fois à ma faim... Pour ces 5 dollars, j'ai pu acheter des produits divers au « Torgsin » (magasin où l'Etat vend des produits uniquement contre des devises étrangères. Pour quelque temps, j'ai de quoi me rassasier...

Je ne vous ai pas répondu tout de suite à cause d'un rien : d'un manque de pétrole. Toute la journée je suis à mon travail. Et le soir, ma chambre est plongée dans les ténèbres préhistoriques : pas de pétrole... Le pétrole est devenu objet de luxe. Il est difficile de se le procurer. Enfin aujourd'hui j'en ai reçu 2 litres. Vive la lumière !

Je travaille dans une coopérative dont le produit de fabrication habituel est la farine d'avoine. Actuellement, à défaut de cette dernière, on nous fait transformer en comestible du tourteau de graines. Qu'est-ce exactement ? Ce sont des résidus de graines de tournesol. C'est une huilerie qui nous les envoie. Nous en faisons de la farine qui est employée pour les patisseries. Car, en y ajoutant 50 % d'une farine de blé, on obtient finalement une farine avec laquelle on fabrique des galettes comestibles pouvant remplacer le pain : ce qu'il fallait démontrer...

Ça va mal chez les A. Tous deux sont chômeurs (depuis le mois de mars, ils n'ont travaillé que cinq semaines tout au plus et ils n'ont aucun espoir de retrouver du travail). D'ailleurs la situation est telle que, même en travaillant régulièrement, il faut des capacités extraordinaires et une capacité surnaturelle de débrouillage pour arriver à joindre les deux bouts.

Quand à nos chômeurs, leur situation est vraiment désespérée. Et, cependant, la plupart de nos camarades chôment, et presque tous meurent de faim.

Encore une fois, bien merci pour votre aide. Outre la farine, nous avons aussi acheté au « Torgsin », un peu de sucre (nous n'en avons pas eu depuis plus d'un an). Nous voici donc en train de prendre du thé sucré et de penser à vous tous, nos bons camarades et amis.

L.

Chers amis, je demande votre indulgence : notre vie actuelle est entièrement dominée par des soucis et des calculs matériels. Ne vous offusquez donc pas de ce que nos lettres en sont dominées aussi. Vous savez, par exemple, que nous avons un enfant. Ma foi, il faut le nourrir. Or, nous n'avons ici ni sucre, ni aliments pour les enfants, ni riz, ni autres produits indispensables pour les petits... Nous demandons votre aide...

D'après votre lettre, je vois bien la férocité du régime fasciste et je suis épouvanté de tout ce qui se passe en Allemagne. Elle est vraiment terrible cette violence déchaînée avec laquelle une force brutale se jette sur le pays... Je pense à l'avenir... Et je prévois des choses encore plus pénibles si les travailleurs n'ont pas assez de décision et de volonté pour renverser eux-mêmes, par dessus les têtes des leaders social-démocrates pleins de lâcheté, ce pouvoir réactionnaire et barbare. (Dans les lignes qui suivent, il est manifeste que notre camarade, tout en ayant l'air de continuer à parler du fascisme, critique la situation actuelle en U.R.S.S.. *N.D.L.R.*). Je vois la violence, l'écrasement de l'individualité, dégénérer en un système bureaucratique, froid et atroce. Je vois se transformer en mœurs normales, la disparition de tout sentiment de dignité humaine, la soumission résignée à la force physique brutale, la flatterie la plus basse allant jusqu'à la trahison de ses semblables pour sauver sa peau, et, enfin, une apathie, une indifférence à l'égard de tout ce qui se passe. C'est cette indifférence qui est le phénomène le plus triste, le plus angoissant. Tant que subsiste le sentiment de révolte, tant qu'il existe une résistance, on peut espérer... Mais quand on assassine tout ce qui met l'homme au dessus des animaux, alors une angoisse terrible saisit l'âme ; et la vie dans une telle « société » bestiale devient insupportable...

Je vois, d'après les journaux, de quelle façon catastrophique dégringole le bien-être de l'ouvrier allemand (lire : de l'ouvrier russe. *N.D.R.L.*). Je vois le chômage rapidement augmenter. L'heure est proche où cet ouvrier devra travailler pour un salaire qui lui permettra de se payer 12 kgs de farine par mois... Et il débordera de joie si ses maîtres, bien nourris ceux-là, lui permettront d'y ajouter encore 12 kgs aux prix fermes... La faim est une arme redoutable entre les mains de tous ces maîtres moyenâgeux et asiatiques, genre Hitler. Ayant habitué le peuple à la famine, les maîtres arriveront à se faire vénérer comme des dieux pour de lamentables aumônes qu'ils jetteront à leurs esclaves. Et ces esclaves leur obéiront et les glorifieront aveuglément... Les esclaves n'oseront jamais protester, même contre les choses les plus absurdes, car ils craindront toujours le knout du maître. Or la famine est la conséquence fatale de tout système fasciste ou autocratique.

P.

Le dernier soulèvement des anarchistes espagnols

Nous empruntons à un article de Duperray dans « L'Effort » cette appréciation, qui nous paraît très juste, des événements qui se produisirent en Espagne au lendemain des élections :

Quel massacre stérile ! Que les copains anarchistes français comprennent que l'anarchisme ouvrier, tout comme le véritable communisme, c'est le syndicalisme révolutionnaire... Le sectarisme éloigne les masses, et les événements actuels prouvent une fois de plus qu'on ne fait rien sans les masses. La libération, le maximum de bien-être et de liberté, l'épanouissement de l'individu, tout cela ne fera pas un seul pas en avant par des insurrections qui sont des suicides. Organisons-nous solidement.

Et pourtant, alors que les pays qui nous environnent s'en vont à la dictature, alors que le renoncement ouvrier se laisse digérer par le fascisme brun ou rouge, alors que chez nous refleurit le bureaucratisme le plus platement réformiste, on a l'impression d'avoir devant soi en Espagne des hommes d'une autre race.

Alors que nous lisons journaux et brochures au coin de notre feu ou dans la chaleur des bistrots familiers, que nous réalisons nos idées sur le papier, que nous tentons nos expériences dans de petites manœuvres d'assemblées générales, d'autres expérimentent avec leur peau, avec leur sang.

De nos centrales syndicales, sans grand enthousiasme, de nos partis politiques pourris de bavards, il nous faut tourner les yeux afin de reprendre courage dans la lutte pour le syndicalisme unique, vers ceux qui se sont fait tuer pour « quelques heures de communisme libertaire ».



Le gérant : **M. CHAMBELLAND.**

Société Générale d'Imprimerie, — NICE